CHRONIQUE MAROCAINE

En voulant faire de 1990 « l'année du Maroc », les autorités du Royaume entendaient conforter, à travers de spectaculaires manifestations culturelles franco-marocaines, l'image rassurante d'un régime politique relativement stable et d'une économie aux potentialités exemplaires en dépit des lourdes contraintes de l'ajustement (1) En réalité, les capacités du système marocain à préserver un équilibre malgré tout et à gérer au moindre coût social les interactions entre l'ordre politique interne et l'environnement international, seront mises à rude épreuve sous l'effet de la dialectique externe et sous la pression des appuis dont il tirait une grande partie de sa légitimation. Au temps du changement jusqu'ici maîtrisé et au temps du répit institutionnel quasi-unanimement accepté en 1989 en 1989, va succéder le temps agité et fébrile d'une année riche en crises et en remises en questions, avec notamment la polémique des Droits de l'Homme, les graves émeutes de Fès, la motion de censure du Front de l'opposition, et les effets pervers de la crise du Golfe. Aux bilans habilement équilibrés affichés par le pouvoir, la société civile paraît opposer un discours plus critique dans l'évaluation des déficits et développer une stratégie plus autonome dans l'appréciation des enjeux. Le consensus national cède du terrain sinon à une bi-polarité plus efficiente du moins à un jeu politique brouillé, et la paix sociale dérape dans le cycle de la violence urbaine et de la répression ; en surimposant ses propres effets, notamment en dessinant de profonds clivages entre le roi et son peuple et en bousculant les registres traditionnels de la légitimité monarchique, la crise du Golfe affecte les fondements mêmes du système Makhzen et participe d'une certaine manière à la fragilisation du régime et de la position du roi.

« L'ANNÉE DU MAROC » À L'ÉPREUVE DES DROITS DE L'HOMME

La question des Droits de l'Homme a fait l'objet d'une sérieuse controverse entre le régime marocain et Amnesty International qui ne s'est jamais privé de stigmatiser dans les années passées les « nombreuses » violations commises dans le Royaume. (2) Une délégation de cette organisation est reçue en février par le Roi, alors qu'un groupe de détenus, accusés d'être les meneurs des « émeutes de la faim » de 1984 poursuit une grève de la faim illimitée et que les derniers prisonniers du groupe de Kenitra continuent d'expier beaucoup moins leur hostilité irréductible à la monarchie que leur opposition déclarée à la marocanité du Sahara. Dans son rapport publié le 20 février Amnesty International dénonce le « recours systématique à la tor-

(1) MAURUS (V.) - « Le Maroc », « nouveau dragon » aux portes de l'Europe ». *Le Monde*, 4/11/89, p. 31.

(2) Voir « Chroniques politiques Maroc » in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1988, Paris, CNRS, 1990-1991.

ture et aux mauvais traitements contre les personnes maintenues en garde à vue au Maroc » et lance un appel au roi pour qu'il mette fin à ces abus, et qu'il agisse conformément à ses obligations, notamment en respectant les conventions des Nations Unies que l'Etat marocain a signées. Alors que presque toute la presse y fait écho en reproduisant de larges extraits de ce rapport, le gouvernement réplique en accusant Amnesty de « falsification » et en dénonçant violemment « l'attitude provocatrice » de cette organisation qui pratique « la subversion et la déstabilisation », tout en faisant d'Israël un « Etat tabou et intouchable ».

Le Maroc a remis à la délégation d'Amnesty International invitée et reçue par le souverain chérifien, un rapport détaillé et instructif sur les garanties juridiques dont dispose le citoyen, l'état du système pénitentiaire et les consignes sans cesse renouvelées adressées aux fonctionnaires concernés pour respecter les dispositions légales en matière de garde à vue.

En se plaçant sur le terrain des garanties formelles et de la prétendue bonne foi des autorités à l'égard de leur protection, le gouvernement marocain entend souligner le manque d'objectivité d'Amnesty dont le rapport n'a tenu, à ses yeux, aucun compte des discussions et échanges alors intervenus, ni du mémoire fourni par le Maroc, ni même des améliorations réelles enregistrées sur le terrain des Droits de l'Homme. A preuve, certaines mesures comme le regroupement dans de meilleures conditions de détenus revendiquant la qualité de prisonniers politiques, la décision de certains grévistes de la faim de mettre un terme à leur mouvement, ou encore le projet de charte nationale des droits de l'Homme auquel travaillent en toute indépendance les trois organisations marocaines – LMDH, OMDH, AMDH – en collaboration avec l'Association des Barreaux du Maroc et l'Association des Juristes marocains. Et pour mieux en témoigner, le gouvernement marocain prenait l'initiative de faire publier dans la presse occidentale les documents sur les institutions du Royaume qui font du Maroc un « Etat de Droit », particulièrement vigilant à l'égard des possibilités d'abus et d'excès isolés ou individuels, et donc totalement étrangers aux imputations d'Amnesty. Au-delà de cette polémique et des malentendus qu'elle aura difficilement contribué à dissiper, la question des Droits de l'Homme constitue un indicateur déterminant de changement dans le discours politique, et dans la gestation d'un espace public. La pression d'un environnement international de plus en plus sensible et informé, a accentué le malaise ambiant, et entraîné le régime, trop exposé aux critiques, à opérer des concessions dans le champ institutionnel des droits et libertés. En effet, il n'y a pas lieu de compromettre l'image d'un Maroc qui veut s'ancrer à l'Europe occidentale, ni de sacrifier les ambitions que ses progrès économiques peuvent légitimer. Le Parlement Européen par six fois en trois ans et le Département d'Etat américain dans son rapport annuel ont suffisamment condamné et dénoncé les atteintes aux droits de l'Homme au Maroc, pour que le souverain chérifien persiste à n'y voir que des contingences dont la pérennité d'un Etat n'a cure. La perspective de tenir en France, à partir de septembre une série de manifestations culturelles co-patronnées officiellement dans le cadre du « Temps du Maroc » a fait également mesurer les risques d'être exposé à des regards de plus en

plus sévères et à une opinion de moins en moins compréhensive à l'égard de la « spécificité » marocaine. (3) Une fois passées les explications à usage médiatique, et sans paraître céder sur ce qu'il considère comme l'essentiel, le roi va opter côté discours pour l'autocritique honnête et côté réforme, pour un traitement « marocanisé » des Droits de l'Homme. Tout en s'appuyant sur les références historiques tendant à démontrer que l'Etat de Droit au Maroc est une tradition, le roi convient dans son discours du 8 mai qu'il y a lieu de le « parachever » et de « montrer le visage pur du Maroc ». Excédé par les propos et les interventions extérieures désobligeantes, Hassan II entend y mettre un terme en instituant un Conseil Consultatif des Droits de l'Homme, dont la composition et la mission relèvent d'une certaine stratégie néo-makzénienne de contrôle social et d'intégration politique. Ses 36 membres sont en effet choisis soit directement par lui, soit sur proposition des formations politiques et syndicales, des organisations de défense (à l'exception de l'A.M.D.H, la plus radicale de toutes) ou des professions libérales. (4) On y trouve des ministres en exercice, et notamment, paradoxe ou nécessité oblige, celui de l'intérieur et de l'information Driss Basri, à côté de deux Conseillers du Roi, et de personnalités aussi contrastées que celle de l'ancien leader du Mouvement Populaire, M. Aherdane, l'historien A. Laroui, et l'ancien résistant M. Abdeslam Jabli. Leur choix répond aux critères de crédibilité, d'« expérience » ou « d'attachement à la patrie », et leur rôle est de mieux informer le roi sur « tous les dossiers » et d'enquêter sur tout ce qui se passe dans les commissariats, les prisons, afin de « rendre justice à ceux qui ont été lésés ».

Mais l'objectif de cette nouvelle instance ne saurait excéder les limites explicitement assignées à l'exercice des Droits de l'Homme, et qui tiennent en une sorte de triangle sacré, Dieu, la Patrie, la Monarchie en d'autres termes le « jardin secret » ou ces « choses » sur lesquelles on ne peut transiger. Sans doute cette initiative institutionnelle soutenue par un discours plein de sincérité et d'humilité, a-t-elle contribué à déconcentrer momentanément la pression, mais elle n'a pu totalement venir à bout des convictions des organisations humanitaires, ni faire admettre à l'opinion internationale cet « exceptionnalisme » marocain, introduit par la distinction subtile entre les « Droits de l'Etat » et « l'Etat de Droit ». Perçu par l'Istiqlal (5) comme un acquis important et un signe d'évolution positive pour la crédibilité du Maroc, cette nouvelle institution a suscité quelques réserves dans la presse de l'USFP qui a regretté l'absence de femmes dans sa composition, et de juristes qualifiés, non marqués politiquement. (6) Alors même qu'on ne cesse entre Paris et Rabat de multiplier les déclarations et les réunions préparatoires aux manifestations culturelles du « Temps du Maroc », prévues à partir de l'automne dans plusieurs villes de France, le dossier des Droits de l'Homme va ressurgir à l'occasion de la publication des ouvrages critiques « Le Maroc à

(3) SOUDAN (F.) - « Le Maroc sous haute surveillance », *Jeune Afrique* (1528), 16/4/90 : 16-21.
- Des droits de l'Etat à l'Etat de Droit », *Jeune Afrique* (1533), 21/5/90 : 4-5.

(4) Cf. *infra*. Documents.

(5) *Al-Ahram* 8/5/90.

(6) *Al-Ittihad al Ichtiraki*, 4/6/90.

nu » et « Notre ami le Roi ». (7) D'autres organisations françaises et internationales semblent décidées à « mettre la pression » et à transformer le « Temps du Maroc » en une « année des Droits de l'Homme au Maroc ». Trop d'affaires subsistent sur ce terrain éminemment sensible, et trop d'incompréhensions demeurent entre les grilles de lecture du Maroc et du Monde extérieur, pour que l'on puisse faire taire les réticences, et crier à la provocation ou au complot. Les voix les plus mesurées, et les plus compréhensives, comme celle de Michel Jobert, l'ont laissé entendre, en suggérant que la Monarchie devrait, dans l'intérêt de ses citoyens et de son renom international, harmoniser ses méthodes policières avec sa volonté de s'ancrer dans l'Europe Méditerranéenne. Placés sous haute surveillance, et exposés à une véritable examen de passage, les dirigeants marocains choisissent le repli plutôt que les explications et les concessions en s'appuyant sur leur fierté nationale et cette humiliation récurrente liée au « Temps du Protectorat ». Ils décident, en prétextant de la situation créée par la crise du Golfe, de reporter sine die les manifestations du « Temps du Maroc ». En contrepoint de la brouille politico-diplomatique qui s'ensuit, et des menaces dont la coopération franco-marocaine fait l'objet (interruption de la diffusion de TV5, interdiction de certains journaux français) le régime orchestre une contre-offensive à ce qu'il considère comme une campagne d'hostilité et d'ingérence de certains milieux français visant à travers l'action d'Associations de défense des libertés et la promotion d'ouvrages pamphlétaires à porter atteinte au Royaume marocain et aux fondements historiques de la coopération franco-marocaine. Un demi million de messages de protestations imputés à un large échantillon social (responsables politiques, économiques, notables...) sont adressés au gouvernement français, comme pour authentifier une mobilisation populaire, sur le mode unitaire et national, à des fins légitimatoires. Ce procédé n'a pas soulevé l'enthousiasme de l'élite urbaine, ni même de l'opposition (PI et USFP) qui a observé le silence le plus total sur ce qu'elle considèrerait comme l'affaire « personnelle » de Hassan II...

Ce débat sur les Droits de l'Homme n'a pas laissé indifférents les partis politiques, et notamment ceux de l'opposition, ni les organisations nationales de défense, soucieuses de ne pas laisser le champ libre aux accusations parfois justifiées des associations internationales ; l'OMDH s'est élevée contre la décision gouvernementale d'expulsion d'une délégation d'Amnesty International et a plaidé dans une note au Conseil consultatif des Droits de l'Homme pour la proclamation d'une amnistie générale en faveur de tous les détenus politiques ; de leur côté, l'Istiqlal, l'USFP et le RNI ont salué le caractère exemplaire des mesures disciplinaires prises par le Ministre de l'Intérieur pour sanctionner les agissements illégaux des agents d'autorités contre certains citoyens. (Suspension du Pacha de Khenifra, du caïd de Ben Slimane, et d'Azilal...).

La presse nationale, de toutes tendances politiques n'a pas manqué les occasions de dénoncer les violations, ou d'en dresser périodiquement l'inven-

(7) VAN DER YEUGHT (Michel) - *Le Maroc à nu*. Paris, L'Harmattan, 1990.
PERRAULT (Gilles) - *Notre ami le Roi*. Paris, Gallimard, 1990.

taire, comme *Al Ittihad Al Ichtiraqui*, organe de l'USFP qui recensait en octobre 105 cas de torture, 20 cas de détention illégale, 29 cas d'atteinte aux activités partisanses... Quant aux syndicats, durement touchés par la répression, tous leurs discours n'ont eu de cesse d'appeler énergiquement à l'ouverture démocratique. Même les voix les plus mesurées (8) n'ont pas ménagé leurs critiques ni même caché leur impatience de voir les autorités et les institutions légales prendre en compte les revendications internes (9) et démentir enfin le scepticisme des censeurs occidentaux par des décisions courageuses et des résultats concrets (10).

UN JEU POLITIQUE BROUILLÉ

Largement éprouvées par cette controverse sur les Droits de l'Homme, les relations entre le pouvoir et l'opposition ont connu de sérieuses tensions qui ont relancé la confrontation idéologique sur les options économiques du gouvernement et sur les garanties institutionnelles et politiques qui devraient accompagner les prochaines consultations électorales. Déjà en décembre 1989, lors du « oui, mais », au Referendum sur le report de 2 ans des élections législatives, l'opposition ne se déclarait pas prête pour autant à cautionner les assemblées issues de « scrutins irréguliers dénaturant la volonté populaire ». L'annonce dans son discours du Trône de mener « une politique d'austérité équilibrée et sage » comportant la réduction des dépenses non absolument nécessaires », ne va pas suffire à calmer les inquiétudes de l'opposition devant les chiffres préoccupants de la baisse du taux de croissance et du doublement du déficit commercial qui ont justifié cette pause. A peine l'effet de choc sera-t-il atténué par l'évocation grandiloquente des efforts de pacification et de développement accomplis dans le Sud marocain, que le Roi a tenu à faire dans son discours traditionnel à Agadir, érigée désormais en ville impériale et promise à un bel avenir économique avec ses nouvelles installations portuaires et le grandiose barrage d'Aoufouz. Passés les effets d'annonce et les inaugurations spectaculaires, le gouvernement s'efforce de rassurer les travailleurs en affirmant que les facilités de financement de la dette marocaine n'entraîneront pas d'augmentation du prix de produits de base ni de la pression fiscale. Mais l'opposition n'entend pas cautionner la révision prévisible de la loi de finances sans faire entendre sa différence ni peser de tout son poids, alors même que l'OADP, après le PPS et le PI, vient de répondre favorablement, à l'issue de son 2^e congrès, à l'appel à l'union lancé par l'USFP, (11) et au moment précis où se dessine une certaine agitation sociale. La CDT lance en effet un ordre de grève pour le 19 avril tandis que l'UGTM dénonce dans un communiqué du 20 avril « la détérioration de la condition des travailleurs », les « choix impopulaires arrêtés par

(8) *Le Libéral*, Décembre 1990.

(9) La charte nationale des Droits de l'Homme est officiellement proclamée le 10/12 par l'Association de Barreaux du Maroc et quatre organisations humanitaires indépendantes du pouvoir.

(10) Le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme publie à la fin décembre un rapport concernant l'amélioration des conditions de délais de la garde à vue et de la détention préventive.

(11) *Al Ittihad Al Ichtiraqi*, 3/4/90.

le gouvernement », les « nombreuses atteintes aux libertés syndicales et des licenciements abusifs » spécialement dans les usines textiles COMATEX de Tétouan et TICOMA de Mohammedia. (12) La presse d'opposition manifeste également son mécontentement dans le domaine de l'information. S'appuyant sur l'attitude récente et exemplaire de médias algériens et tunisiens, *Al Ittihad Al Ichiraqui* demande que les différents courants politiques puissent s'exprimer sur les antennes de la radio et de la télévision gérées par l'Etat mais qui sont des propriétés publiques financées par le peuple marocain.

L'optimisme des investisseurs étrangers, (13) que la presse occidentale manifestait sur la base des indicateurs de croissance des années 1988 et 1989 et au vu des avantages du pays comme zone de délocalisation pour les industries occidentales, cède la place à un enthousiasme mesuré et dubitatif. Les institutions financières françaises et européennes, soucieuses d'actualiser leur évaluation du « risque local », s'inquiètent du poids de la dette et de la dégradation des comptes extérieurs enregistrés au cours des premiers mois de 1990 ; nul doute qu'elles restent partagées entre les incertitudes politiques qui persistent sur l'évolution du conflit saharien et les perspectives économiques intéressantes offertes par l'Est européen.

C'est dans ce contexte que le gouvernement décide de redynamiser l'économie du pays par des mesures d'inspiration libérale associant la relance à la rigueur, et destinées essentiellement à rassurer la BIRD et le FMI « les passages obligés pour l'accès au marché financier international ». (14) Le 2 mai, le gouvernement dévalue le dirham de 9,25 % dans l'espoir que cette politique du taux de change stimule le développement des exportations, du tourisme, des transferts des travailleurs marocains. Le lendemain, M. A. Laraki présente à la chambre des Représentants un projet de loi de finances rectificatif placé sous le signe d'un désengagement économique de l'Etat plus poussé et d'une attente toujours plus prometteuse du secteur privé national et étranger en matière d'investissements industriels. Les mesures envisagées excluent certes toute augmentation des prix des produits de base ou toute introduction de nouveaux impôts. Mais le projet contient la dose inévitable d'austérité qui accompagne toute avancée néo-libérale, avec une réduction du budget d'investissement de 15 %, un transfert d'une partie des charges du Budget général aux collectivités locales, notamment pour toutes les dépenses d'infrastructure scolaire, sanitaire, et agricole, et la suppression des crédits destinés à l'acquisition des véhicules automobiles. Avec un déficit budgétaire supérieur à 5 % du PIB et un déficit de la balance commerciale en très nette hausse, le Premier Ministre veut convaincre qu'il n'y a pas d'autre choix que cette politique d'austérité, seule stratégie susceptible de remettre le pays à moyen terme sur la voie d'une croissance durable. Dans l'immédiat il entend bien défendre ces options devant les institutions financières internationales, espérant ainsi assurer rapidement le Club de Londres où 3 milliards de dollars de dette privée sont en jeu, et préparer ses négociations avec le Club de Paris pour une dette publique estimée à plus de 14 milliards

(12) *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, 18/5/90.

(13) Voir PRADIEL (E.) - « Maroc, le paradis retrouvé ». *Le Monde* ; 16/2/90.

(14) *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, 11/5/90.

dollars. Dans la foulée de ces mesures, le gouvernement ouvre à Agadir un important symposium international sur les zones franches, invitant les investisseurs et les capitaux étrangers à venir soutenir l'expansion économique du Maroc. Le caractère « démocratique » du régime et l'attachement de son système économique au principe du libéralisme y sont fortement soulignés, de même que la proximité du marché européen, pour inviter les Japonais et les Séoudiens, présents à cette réunion, à investir dans un pays séparé de l'Europe par un détroit sur lequel le projet de liaison fixe se confirme de plus en plus. Les études sur la création d'une nouvelle zone franche industrielle à Jorf Lasfar et sur la mise en place d'une banque offshore à Tanger sont lancées, sous l'égide d'un comité de suivi international, et avec l'accord de principe des Séoudiens, Américains et Japonais. Si le patronat marocain s'est montré relativement circonspect sur ces projets, au vu des résultats globalement limités des zones franches à travers le monde, et devant les risques de voir la contrebande s'y aggraver, l'opposition politique de « droite » et de « gauche » a pour sa part vivement critiqué la stratégie économique du gouvernement.

Pour *l'Opinion*, le mal principal qui bloque les exportations marocaines tient à la fois aux « décisions politiques de la CEE ou d'autres clients tels que l'Inde » (qui a renoncé à importer au Maroc son acide phosphorique), et aux insuffisances qualitatives des produits marocains par rapport aux exigences de la clientèle. En matière de tourisme le même quotidien estime que la « dévaluation n'arrangera rien du tout » et incrimine plutôt « la mauvaise qualité du service fourni ». Le PPS se fait plus dur en accusant le gouvernement de dénuder les masses « en haillons » pour habiller les bailleurs occidentaux puisque le Maroc a été « bradé à Brady »... Partagées au sein même de la majorité, ces vives critiques vont conduire les quatre partis d'opposition, PS, USFP, PPS, et OADP, à faire alliance et à déposer le 14 mai pour la deuxième fois dans l'histoire parlementaire du Maroc, une motion de censure contre la politique du gouvernement. Le texte de la motion met en cause « l'improvisation et la confusion marquant la politique financière et économique du gouvernement, totalement soumis aux recommandations des institutions financières internationales », « la restriction continue des droits et libertés publics et individuels » ainsi que « l'extension de la corruption, la propagation de la concession, le népotisme, le trafic d'influence, la multiplication des dépenses ostentatoires ». Après de longs débats souvent agités et passionnés, largement reproduits dans la presse et retransmis en différé par la télévision, la motion est rejetée le 20 mai par 200 voix contre les 82 signataires du texte. Malgré cet échec, l'opposition ne cache pas son intention d'exiger publiquement le départ du gouvernement en place depuis avril 1985, le PPS allant même jusqu'à appeler à un « gouvernement de coalition nationale ».

Le projet de loi est finalement adopté, en même temps que la prorogation de 2 ans du mandat des conseillers communaux et des Assemblées provinciales et préfectorales.

Ce débat va laisser des traces et dessiner des évolutions plus contrastées dans le jeu jusqu'ici très feutré des relations politiques entre la monar-

chie et l'opposition, et dans leur perception respective des enjeux nationaux que le consensus saharien finissait par dissoudre dans un unanimisme confortable et pernicieux. Loin de céder aux pressions exercées par certains parlementaires de la majorité pour l'inciter à retirer sa motion, et loin d'espérer rallier des suffrages pour la faire aboutir, l'opposition a surtout cherché à en faire un test décisif pour sa crédibilité politique et sa capacité d'union au vu des prochaines échéances électorales. Au delà du simple avertissement et du geste symbolique d'intimidation qu'elle entend signifier à l'adresse du Makhzen, l'opposition y voit une occasion encourageante pour conforter ses propres assises sociales, réajuster son discours à la mesure des nouvelles aspirations idéologiques, qui affectent la société civile et engager ses forces militantes dans une stratégie d'union au service de ses propres intérêts. Outre ses défaillances en matière économique et financière, les moindres écarts du gouvernement sont pris à parti, particulièrement sur le terrain sensible des libertés publiques, des droits sociaux et des réformes institutionnelles. A preuve, les jugements sévères, en particulier de l'Istiqlal, (15) à propos des déclarations « rétrogrades » du Ministre des Habous lors de la première causerie religieuse contre « l'exercice des droits islamiques et constitutionnels des femmes », et la dénonciation renouvelée des associations provinciales et locales qui « sur la base du régionalisme et de la ségrégation préparent une main-mise sur les instances élues » ; ou encore de la part de l'USFP, (16) les commentaires de dérision sur les signes notoires de l'incohérence des déclarations gouvernementales et de l'absence de coordination inter-ministérielle. Même si l'on manifeste du côté majoritaire une certaine auto-satisfaction teintée de condescendance, le régime semble prendre la mesure des problèmes sous-jacents à ces critiques, et décidé à faire des concessions pour apaiser le mécontentement social et atténuer les risques d'une déstabilisation politique pour une économie en mal d'emploi et de concours financiers. Le remaniement partiel et technique du gouvernement (17) qui intervient fin juillet est à cet égard très révélateur de l'attention qu'il entend apporter aux secteurs les plus touchés par la conjoncture économique et les plus liés au succès du programme d'ajustement financier : la nomination de M. Alaoui Mdaghri au poste de Ministre de l'Energie et des Mines s'inscrit dans le contexte de la politique de privatisation. Celle de M. A. Kadiri au Tourisme s'explique par la crise sérieuse que ce secteur a connu ces dernières années, et la création d'un Ministère chargé des affaires de la Communauté marocaine à l'étranger (M. Rafiq Haddaoui) se justifie par la diminution sensible du mouvement des transferts de fonds des immigrés depuis 1988. De même que la nomination de M. Mohamed Fettah comme nouveau directeur général de l'OCF, en remplacement de K. Lamrani, promu conseiller économique au Cabinet Royal, intervient à la suite de la crise de l'acide phosphorique avec l'Inde en 1989. Autre retombée de cette confrontation politique qui s'est développée autour de la motion de censure, la consultation par le roi des organisations politiques de l'opposition au sujet d'une éventuelle révision de

(15) *Al Alam*, 14/5/90.

(16) *Al Ittihad Al Ichtiraki*, 28/5/90.

(17) Cf. *Infra Documents*.

la Constitution. Le parti de l'Istiqlal y a fait de très nombreuses allusions dans les réunions de ses instances et dans les commentaires les plus autorisés de ses journaux. (18). Pour ses leaders, la prise de conscience populaire et l'évolution de la vie politique, sociale et intellectuelle exigent une telle révision ; l'expérience de la constitution actuelle n'a pas permis d'instaurer une réelle démocratie, avec un véritable partage des responsabilités et des fonctions entre le Gouvernement et le Parlement dans l'exercice de pouvoirs respectifs, ni d'assurer la souveraineté de la loi, l'indépendance de la justice, le respect des droits de l'Homme, et la volonté des citoyens en matière de liberté et de justice sociale. Partagé par les autres formations de l'opposition, et repris non sans quelques nuances par des partis de la majorité tels que l'UC et le RNI, ce discours sur l'Etat de Droit et la démocratisation a dominé le débat politique marocain, sans pour autant déboucher sur des avancées concrètes et encore moins sur des formules politiques d'union nationale périodiquement évoquées pour affronter les échéances délicates d'un référendum sur le Sahara.

Les acquis en matière de droits individuels, politiques et sociaux sont jugés trop formels et trop limités par rapport aux attentes de la société civile pour que l'opposition accepte de cautionner au nom d'un civisme imposé par l'affaire saharienne, l'image du Maroc « Etat de Droit » associée à l'éloge des vertus de son économie « libérale ». Dans ce mouvement de démarquage politique et de distanciation idéologique opéré par l'opposition, l'Istiqlal s'est montré le plus entreprenant et le plus déterminé. Sans doute, y était-il le mieux préparé, pour avoir amorcé dès 1989 une restructuration interne et un reprofilage idéologique marqués par la montée en puissance de M. M'Hamed Douiri et par une récupération plus explicite dans son discours de la sensibilité islamiste réactivé dans les couches urbaines de la société par le succès électoral du FIS dans l'Algérie voisine. De même, apparaissait-il plus en avance sur l'USFP et plus représentatif dans ce nouvel exercice de la fonction d'opposition, pour n'avoir pas reçu les offres ministérielles dont certaines personnalités USFP auraient fait l'objet au printemps. En revanche il s'est montré relativement discret à l'égard des choix gouvernementaux dans la situation créée par l'occupation irakienne du Koweït et plus en retrait que l'USFP dans son attitude par rapport à la position nuancée et ambiguë du régime dans la crise du Golfe. Au delà de ces divergences liées à la conjoncture et à certains impératifs idéologiques ou tactiques, l'opposition s'est efforcée dans cette crise de préserver la dynamique unitaire en utilisant la thématique du nationalisme arabe comme instrument de mobilisation idéologique à des fins de stratégie politique interne. L'accumulation des pressions internationales (Campagne médiatique antimonarchique sur les Droits de l'Homme, publication du plan de paix de l'ONU sur le Sahara), ainsi que le durcissement du contexte social qui se sont surimposées durant toute cette crise, ont fini par conforter la démarche unitaire des deux grandes formations de l'opposition, qui se sont engagées à soutenir la grève générale du 14 décembre, lancée par leurs organisations syndicales apparentées, l'UGTM et la CDT. Après les événements de Fès, la vie politique nationale s'emballe dans le sillage des débordements de rues et des excès meurtriers et destruc-

teurs de la violence urbaine ; dans l'enceinte parlementaire où l'examen du projet de loi de Finances pour 1991 devait fournir l'occasion d'un débat riche, ouvert et constructif, la bipolarité mouvement national / majorité s'installe dans toute sa raideur en livrant à l'opinion, à chaud et en direct, l'enterrement médiatique du consensus politique et de la paix sociale laborieusement préservés depuis des années par l'union sacrée autour du Sahara (19).

Les débats sont très vifs de part et d'autre et ponctués par de violentes critiques de l'opposition contre la tiédeur des mesures financières en regard de l'ampleur du déficit social attestée par les dernières émeutes ; au delà de la mise en cause des orientations budgétaires du gouvernement, c'est le système dans sa globalité qui est dénoncé à travers ses fondements, ses rouages, ses méthodes et des principaux responsables, notamment le Ministre de l'Intérieur particulièrement visé dans ce « grand moment » d'explication, à tel point que l'on croit à sa disgrâce et à son prochain départ. En fait, cette crise politique, que ni l'explosion sociale de la rue ni la confrontation idéologique du Parlement, n'ont réussi à exorciser, est très révélatrice du « mal marocain », symbolisé par les carences de la communication intérieure et extérieure et par l'impossibilité de résoudre la conflictualité des inégalités sociales autrement que dans la suprématie, fut-elle répressive, du maintien de l'ordre. Du côté gouvernemental, on se réfugie derrière le respect rigoureux du cahier des charges de l'ajustement structurel tout en invoquant les priorités royales comme la crise du golfe et le règlement du dossier saharien, pour justifier le report de toute solution aux problèmes sociaux et le maintien du statu quo. Du côté de l'opposition, on entend préserver le reclassement qui vient de s'opérer et qui ranime le Front national des années 1970, dans un contexte des plus propices au rapprochement des positions et à la poursuite des luttes communes étayées par la coordination déterminée de leurs partenaires syndicaux.

Forts de l'élargissement de leurs atouts politiques et de l'approfondissement de leur enracinement social, les partis de l'Istiqlal et de l'USFP n'ont pas pour autant cherché à aller jusqu'à la rupture avec le pouvoir. Chacune de ces formations ne tient pas à compromettre, par une démarche solidaire et radicale prématurée, tous les acquis sociologiques et structurels capitalisés non sans difficultés au terme de leur dernier congrès. Ils ont du en effet déployer de nombreux efforts respectifs pour adapter leur programme aux mutations de la société marocaine, et aux ambiguïtés issues d'une certaine proximité du pouvoir. Ils se sont attachés à protéger leur propre unité en neutralisant non sans difficultés de très fortes oppositions internes, attisées par les critiques d'une base militante, radicale et « sous-représentée », à l'égard d'une direction trop « clientéliste » et d'une ligne « réformiste et participationniste ». L'objectif principal qui semble catalyser leurs efforts unitaires au seuil de 1991, reste centré sur la réhabilitation du Parlement dont la composition est jugée illégitime et le rôle de plus en plus marginalisé par les pratiques gouvernementales de contournement. Pour l'opposition désor-

(18) *Al-Atam*, 26/7, 22/10, 24/10.

(19) SEHMI (M.) - « Après Fès, retour à la bipolarité ». *Le Libéral*, janvier 1991 : 8-9. - Politique : la crispation ». *Le Libéral*, Février 1991 : 24-25.

mais, toute idée d'un gouvernement d'union nationale semble écartée, et le « consensus patriotique » doit être renégoциé non plus en fonction d'un soutien à un référendum qu'elle estime dépassé, mais sur la base de garanties sérieuses et réelles pour l'organisation future des élections législatives et la mise en place « d'institutions crédibles ».

Dans les rapports entre le pouvoir et la majorité, un certain malaise s'est développé, derrière le soutien affiché aux options économiques et sociales du gouvernement et par delà la mobilisation contre les campagnes anti-marocaines orchestrées de l'extérieur sur l'état des Droits de l'Homme dans le royaume chérifien. Sans doute la pression démocratique de l'environnement international, notamment en Europe de l'Est et dans certains Etats africains a-t-elle contribué à ne pas laisser indifférents des partis qui se disent attachés à l'Etat de Droit et prêts à défendre l'exceptionnalisme marocain contre les censeurs ou les donneurs de leçons occidentaux ? Sans doute également faut-il prendre en compte la pression idéologique des Associations nationales maghrébines voire arabes de plus en plus sensibilisées par la primauté du Droit et de la loi dans la hiérarchie des normes fondatrices de la liberté et de la dignité humaine.

La crise ouverte au seuil de l'été au sein du Mouvement Populaire par la « lettre des 21 » députés a troublé quelque peu l'apparente quiétude de la coalition majoritaire, en relançant la question de la direction d'une formation en état de jachère depuis 1986 et surtout le problème du réajustement statutaire du Mouvement dans le champ politique national. (20) En effet, loin d'être une simple « fronde » parlementaire, cette initiative illustre la gravité des dysfonctionnements que connaît le mouvement et la détermination de ces « 21 » rénovateurs », fortement implantés dans les terres profondes du Mouvement Populaire, à sortir le parti d'un statu quo et de l'impasse politique où l'a conduit sa direction « collégiale » et « transitoire ». Dans sa réponse, qui traduisait du même coup le sens de l'arbitrage royal implicitement sollicité dans leur démarche, A.R. Guedira, conseiller du roi, laisse entendre qu'aucun obstacle ne s'oppose à la convocation d'un Congrès.

LA LÉGITIMITÉ TRADITIONNELLE EN QUESTION ?

Dans ses relations avec les mouvements islamistes, le régime s'est montré décidé à contrôler toute forme d'expression concurrente de l'orthodoxie fondatrice et à réprimer toute manifestation jugée attentatoire à l'ordre public. Discrets et clandestins, en raison de leur étroite surveillance par les services de sécurité, les islamistes marocains n'en sont pas moins actifs dans les concentrations urbaines et au sein des Universités et des lycées. On estime à une vingtaine environ le nombre des Associations religieuses plus ou moins politisées, depuis la section locale du Parti de la Libération Islamique à Tanger jusqu'aux Frères Musulmans de Casablanca. Dès janvier, le pouvoir manifeste sa résolution : certains livres religieux mis en vente sur le marché, font

(20) SEHMI (M.) - « Le M.P. éclate », *Le Libéral*, septembre 1990 : 23-25.

l'objet de saisies administratives dont les bases juridiques sont contestées par la presse de l'USFP ; les autorités ordonnent la dissolution du principal mouvement « Justice et Bienfaisance » (*Al Adl-wa-al-Ihsan*) et font arrêter la plupart de ses dirigeants. (21) Trois membres de la famille du chef de ce mouvement A. Yassine, qui est mis officiellement en résidence surveillée à Salé, sont également arrêtés. De nombreux militants sont placés en détention préventive dans d'autres régions du pays.

Des procès successifs sont lancés contre le Mouvement et les membres du Conseil de la direction spirituelle pour création d'une association non autorisée, subversion politique de la religion et atteinte à l'ordre public. Soutenus par la Ligue marocaine et l'Association marocaine des Droits de l'Homme et défendus par des avocats qui en sont proches, (22) les 6 dirigeants du Mouvement sont condamnés en mars par le Tribunal de première instance de Salé à des peines de prison ferme et d'amendes. Un mois après, huit autres membres comparaissent devant le tribunal de Kenitra, ils sont acquittés, à l'exception de Baba Filali Mohamed dont les peines sont considérablement réduites (23).

Al-Islah, le journal de la fraction légaliste du Mouvement de la Jeunesse Islamique de M. A. Benkirane, est interdit, témoignant d'un certain divorce politique plutôt que d'une censure véritable de ses thèses « islamistes » qui sont assez proches de la presse religieuse officielle. Le 8 mai, à l'occasion d'un nouveau procès devant la cour d'appel de Rabat contre les membres du Conseil consultatif de « Jeunesse et Bienfaisance », se tient un sit-in de deux heures rassemblant en plein centre de la capitale près de 2000 militants islamistes. (24) La police effectue de nombreuses arrestations et des centaines d'interpellations, tandis que le procès est reporté au 15 mai à la demande des avocats de la défense. Après plusieurs reports d'audience, les inculpés sont condamnés au début août à 2 ans de prison ferme.

Cette stratégie de verrouillage politique de la foi musulmane ne doit pas faire oublier le très gros effort financier décidé par le roi en faveur des Imams, des prédicateurs et de l'ensemble des personnels des mosquées, dont les salaires ont été doublés à compter du mois de mars.

Il reste que l'agitation massive et manifeste des Islamistes tout autant que la répression du mouvement ont préoccupé l'opinion et entamé la confiance de la classe politique marocaine, très inquiète devant la montée en puissance de l'intégrisme algérien.

Dans l'affaire du Sahara, les importants prolongements diplomatiques enregistrés en 1990 ont ranimé la symbiose nationaliste des acteurs politiques marocains pour la défense des « droits historiques » attachés à cette « cause sacrée ». Adopté en juillet par le Conseil de sécurité de l'ONU, le plan de règlement global de M. Perez de Cuellar a en effet suscité une série de critiques au sein de toute la classe politique, et notamment dans les rangs de

(21) *Le Monde*, 16/1/90.

(22) *Al-Alam*, 1/2/90.

(23) *Al-Alam*, 25/4/90.

(24) *Le Monde*, 8/5/90.

l'opposition qui en a contesté les « desseins indépendantistes » et les « atteintes à la souveraineté du Maroc ». Confrontés à l'échéance référendaire, l'Istiqlal, l'USFP et le PPS ont ouvert, par leur campagne unanime de rejet et d'opposition intransigeante, une nouvelle séquence du conflit, en préparant la remise en question du référendum (25). Pour tous ces partis, le « référendum est devenu caduc » et il est « dépassé... car nulle part dans le monde on a vu un peuple organiser un référendum sur son territoire et au sein de ses propres citoyens ». En même temps qu'il en a accepté le principe, le Maroc se sert de l'idée du référendum à des fins thérapeutiques et discursives, pour conforter un état de fait plutôt qu'apporter une solution à un problème qu'il réfute et encore moins chercher à reconnaître une entité nationale « autre ». Il s'appuie sur les progrès et les réussites de la mise en valeur du territoire, à laquelle participera le roi lui-même, qui est devenu en mars propriétaire d'un terrain de 2 500 hectares offert par les autorités locales de Dakhla. Il mise enfin sur la décomposition interne du Front Polisario et le désintérêt de l'Algérie dans le soutien de ces mini-Etats dont l'existence, à l'image du Koweït occupé, ne semble plus se justifier... Hypothèse des moins sûres, un durcissement du Président Algérien n'étant pas à écarter, ne serait-ce que pour des raisons de politique intérieure. En outre, si l'armée devait suivre le plan onusien réduire ses effectifs, on peut se demander comment elle supporterait l'amertume d'un repli qui peut réactiver dans la perspective du référendum le sentiment particulariste des Sahraouis.

L'engagement marocain dans la crise du Golfe a par ailleurs provoqué de nombreux remous en son sein, au point dit-on d'entraîner certaines défections en Algérie. La surenchère de l'opposition prend dès lors, dans la perspective de cette nouvelle dynamique, une signification tout autre que la reconduction de son soutien : c'est pour elle une manière de souligner que cette question est plus que jamais « l'affaire personnelle du Roi », et qu'il doit s'approprier à en assumer l'entière responsabilité de la gestion, sauf à payer le prix de son soutien indéfectible en termes de réelle démocratisation...

Face à la crise du Golfe, le roi a dû gérer avec beaucoup de circonspection les contradictions liées à l'engagement ambivalent du Maroc dans une opération militaire, « au service du Droit International » et dans une mobilisation de « l'Occident impérialiste » contre la Nation arabe. La réaction marocaine s'est manifestée sous la forme d'une rapide et sévère condamnation de l'Irak, justifiée par l'histoire, le vécu et les principes, et s'appuyant sur une certaine continuité puisqu'en 1962 déjà, il avait adopté la même attitude devant les menaces irakiennes contre le Koweït.

Cette position est présentée dans le discours officiel comme un choix résolu et indépendant de toute considération d'intérêt matériel et de calcul tactique ou stratégique, en direction de l'Irak tout au moins. Mesurée à l'aune des échanges économiques (l'Irak est le premier fournisseur du Maroc en pétrole alors que la part des investissements du Koweït est des plus réduites) et des relations diplomatiques (soutien réciproque du Maroc et de l'Irak dans les conflits iranien et saharien), cette décision expose même le Maroc à des

(25) *Al Alam, L'Opinion, Al Ittihad al Ichtiraki, Al Bayane, 1/8/90 et sq.*

risques sérieux de représailles, diligentées par l'armée irakienne et les forces du Polisario installées en Mauritanie.

Parmi les réactions qui ont suivi dans la presse, (26) aucune contestation explicite de la décision royale condamnant l'invasion irakienne, mais une certaine compréhension dans les journaux d'opposition à l'égard des thèses irakiennes. L'UNFP, généralement absente dans les débats de la vie politique interne, est le premier parti à soutenir la politique de Saddam Hussein, fidèle en cela à ses positions nationalistes arabes et anti-impérialistes. Seul le PPS a adopté une attitude foncièrement hostile au chef d'Etat irakien qu'il rend responsable de toute la crise et de ses implications, et dénoncé du même coup le silence complice de certaines forces arabes. Ce démarquage s'inscrit dans le droit fil d'un parti-pris idéologique contre les exactions anti-communistes du régime irakien, et d'une solidarité d'intérêt avec le sort des milliers de Marocains réduits au statut d'otages potentiels et de moyens de chantage entre les mains des dirigeants de Bagdad.

Le Parti de l'Istiqlal est resté relativement discret sur la situation créée par l'occupation du Koweït et sa presse s'est contentée de couvrir la crise au niveau événementiel en privilégiant l'information la plus large possible au détriment de ses propres opinions.

L'annonce de l'intervention américaine en Arabie Séoudite va opérer des glissements de ton et de sens dans les attitudes jusqu'ici réservées des partis politiques, et mettre à nu certaines ambiguïtés. C'est ainsi que la presse de l'Istiqlal se met à dénoncer l'occident impérialiste et hégémonique, sans pour autant condamner les relais arabes que représentent les monarchies pétrolières, ni se déclarer explicitement solidaire du régime irakien. L'USFP en revanche associera dans un même communiqué, la dénonciation de l'ingérence américaine et occidentale, avec son soutien affirmé au régime de Saddam Hussein. Dans son argumentation qui traduit une certaine affiliation idéologique avec le Ba'th irakien, le parti reprend à son compte la vision historique des responsabilités impérialistes dans les conflits du Moyen Orient et appuie les propositions de Saddam Hussein pour une solution globale des problèmes qui lui paraissent expliquer la crise actuelle. Le communiqué de la CDT qui est le bras syndical de l'USFP s'est situé dans une même veine nationaliste arabe, en appelant les forces vives marocaines et la classe ouvrière arabe à s'opposer aux visées impérialistes et sionistes, et à défendre la cause palestinienne qui reste la clé principale de la solution à la crise actuelle. L'OADP s'est alignée sur des positions très voisines en affirmant sa différence à partir de considérations sur la pseudo-légalité de l'intervention militaire occidentale et l'illégitimité des décisions du sommet arabe du Caire.

Quant aux partis politiques de la majorité ils ont paru relativement embarrassés pour cautionner l'envoi d'un contingent militaire à usage dé-

(26) Pour une analyse plus complète, voir *supra* V. GEISSER et Y. LE TROQUER - « Guerre et presse : la presse maghrébine d'expression française et la crise du Golfe » voir aussi M. AL AHNAP - « L'opposition maghrébine face à la crise du Golfe », *Maghreb-Machrek* (130), oct.-nov.-Déc. 1990 : 00-103.

fensif en Arabie Séoudite. Toute tentative d'assimilation ou de rapprochement avec l'occupation marocaine du Sahara occidental est vivement dénoncée, au nom de la distinction jugée fondamentale entre les deux situations au plan de la légalité internationale et de la charte de la Ligue Arabe, l'Irak ayant pour sa part reconnu le Koweït en 1963. La plupart des formations politiques ont manifesté une certaine déception devant l'incapacité du monde arabe et du Maghreb à dégager une position commune pour arrêter une dynamique de guerre qui ne peut à terme qu'accroître les menaces d'une montée en puissance d'Israël et les risques d'une occupation anglo-américaine de l'Irak.

La problématique juridique de la violation du droit international est laissée au second plan chez les intellectuels, qui préfèrent placer le débat au plan de l'unité arabe et du rôle médiateur que le Maroc devrait faire valoir pour dénoncer cette crise, en s'appuyant sur une expérience reconnue dans le monde arabe. La relance dans le discours royal du 20 août d'un sommet arabe exceptionnel au Maroc, et la tenue d'une réunion tripartite à Rabat entre Hassan II, Chadli et Hussein de Jordanie ont un moment ranimé les espoirs d'une solution pacifique.

Après le refus de la proposition marocaine d'un sommet arabe exceptionnel, une certaine amertume transparait dans la presse officielle qui y voit l'incapacité des Arabes à infléchir leur destin et à peser en toute indépendance sur les décisions géo-politiques qui concernent leur sécurité collective. Certains commentateurs vont même jusqu'à stigmatiser cette sorte d'inhibition immature qui enferme le monde arabe dans la vision passiviste d'une mythologie unitaire, et qui entretient l'insertion opportuniste des Etats Arabes dans les configurations d'un ordre international imposé de l'extérieur et construit sur leurs divisions internes et leur exploitation.

Du côté du pouvoir, on s'attache à justifier l'engagement militaire avec une argumentation dont les références soient suffisamment crédibles pour obtenir un soutien assez large dans l'opinion publique, et ne pas heurter la sensibilité toujours présente de l'arabisme dans l'inconscient collectif. Au plan juridique c'est le respect des principes du Droit international affirmés dans la charte de l'ONU et celle de la Ligue des Etats arabes, qui est avancé. Au plan diplomatique, c'est la fidélité à une solidarité arabe, maintes fois éprouvée dans des combats pour la cause palestinienne et l'organisation des conférences sur la paix au Moyen Orient, et la référence appuyée au rôle modérateur et médiateur traditionnellement exercé par le Maroc dans le règlement des conflits inter-arabes. Le pouvoir entend essentiellement se mettre à l'abri des objections sur la complicité politique objective et la collusion manifeste d'intérêts économiques et financiers qui pourraient expliquer l'alignement du Maroc dans les rangs de la coalition occidentale et sa solidarité arabe avec des monarchies pétrolières

Mais il sait que son engagement dans la coalition, si habile que soit son argumentation, ne peut qu'affaiblir sa légitimité arabo-islamique et que la thématique nationaliste qu'il a exploitée dans le conflit du Sahara ne peut pas remplir dans cette crise la même fonction d'enjeu unificateur. Cette crise au contraire crée un hiatus entre le peuple et le régime dont l'engagement

dans le cadre naturel de ses alliances diplomatiques et stratégiques se heurte à la sensibilité nationaliste arabe et anti-américaine de l'opinion publique. La stratégie du « grand écart » avec les Partis d'opposition globalement favorables à l'Irak est viable tant que subsiste l'espoir d'un règlement du conflit par les négociations et les médiations diplomatiques auquel le pouvoir semble attacher du crédit en y participant activement (Novembre 1990 avec l'Arabie Séoudite et l'Irak).

Face aux contraintes de la contagion du voisin algérien où s'exprime plus librement et plus massivement le soutien à Saddam Hussein et face au rejet quasi-viscéral provoqué par la présence étrangère en Arabie Séoudite, le régime s'interdit même, sous peine de mettre en cause sa légitimité, d'user de la répression pour neutraliser la contestation ambiante.

- Du côté des Partis Politiques la position nuancée et ambiguë du régime marocain ne manque pas d'entretenir un certain malaise au sein des formations qui ne peuvent ignorer par delà leur soutien à l'Irak les liens du Maroc avec les Etats du Golfe en matière d'assistance militaire et policière, ni la contribution financière de l'Arabie Séoudite à l'économie du pays et à l'équipement des Forces Armées royales. Ce malaise explique sans doute leur relative discrétion à l'égard des choix gouvernementaux, et leur souci de mettre en avant les enjeux que représente pour tous les pays arabes cette crise. Même si des manifestations anti-occidentales n'ont pas marqué l'événement comme en Tunisie et en Algérie, l'opposition a tenu à se faire l'écho du sentiment de défiance populaire à l'égard des monarchies du Golfe et d'hostilité à l'installation des forces américaines sur le sol séoudien. En fondant son soutien à l'Irak sur la thématique du nationalisme arabe, elle entend utiliser cette crise à des fins de stratégie politique interne. Le contexte politique et social du deuxième semestre s'y prête particulièrement avec la campagne médiatique anti-monarchie sur les Droits de l'Homme, la publication du plan de paix de l'ONU sur le Sahara, et les revendications sociales des syndicats qui conduiront à la grève générale du 14 décembre. Mais il n'est pas tout à fait le même qu'en Algérie et en Tunisie qui étaient en phase plus ou moins électorale sinon même de changements dans le régime politique. La suspension des échéances électorales par le règlement préalable de l'affaire du Sahara que la perspective du plan de paix de l'ONU rend plus incertaine, a sans aucun doute contribué à tempérer l'exploitation des dividendes politiques de la crise par les forces politiques et syndicales de l'opposition.

TENSIONS SOCIALES ET VIOLENCE URBAINE : VERS UNE NOUVELLE CULTURE DE L'ÉMEUTE ?

L'Université a depuis les indépendances des pays du Maghreb souvent été un révélateur amplifiant des tensions sociales latentes. Les étudiants, par la spontanéité d'une mobilisation des troupes toujours à l'affût d'une manifestation de rue, constituent le seul miroir grossissant des divers maux qui pouvaient ça et là faire illusion quant à l'état réel de la nation.

Cette fois, ce sont leurs enseignants qui se mettent en avant. Les médecins-professeurs décident une grève pour la défense de la santé publique de plus en plus délaissée par des maîtres qui, faisant l'amer constat de la détérioration de leur situation, n'hésitent plus à jouer la carte financièrement plus juteuse du privé. Le Syndicat national de l'enseignement supérieur parle du torpillage du dialogue amorcé au sujet du reclassement des professeurs-assistants. Les professeurs de médecine et de pharmacie appellent à un arrêt des cours dans les facultés à partir du 31 janvier et à un arrêt du travail dans les CHU pendant 48 heures. La bataille qui se livre au sein du secteur de l'enseignement supérieur est au fond une bataille pour l'évolution de l'Université et pour le développement de la recherche scientifique. Le 26 mai, les médecins universitaires appellent à une deuxième grève d'avertissement pour attirer l'attention des responsables sur les conditions de travail qui ne sont plus favorables, les hôpitaux universitaires manquant du nécessaire pour dispenser leurs soins, et sur la situation matérielle et sociale du médecin universitaire. Une troisième grève affecte le Centre hospitalier Ibn Rochd et l'hôpital de Casablanca le 20 août. Déjà M. Boucetta, Secrétaire général du parti de l'Istiqlal, dans son discours du 1^{er} mai, annonçait la bataille à affronter dans la perspective du désengagement du gouvernement dans les domaines de l'Enseignement et de la Santé. (27) Le malaise de l'Université devient prétexte à des incidents sanglants et regrettables comme ce fut le cas à Fès où des factions opposées se sont heurtées violemment à l'occasion d'une exposition d'ouvrages religieux : corans, bandes sonores coraniques, livres, sources religieuses, études islamiques. *Al Alam* du 1^{er} février fait état des protestations indignées de l'UGEM contre ces « agissements irresponsables » qui « finissent par détourner la lutte estudiantine de ses buts et laissent le champ libre à la violation de l'enceinte sacrée de l'Université ». *Al-ittihad al-ichtiraki* parle des obscurantistes étrangers à l'université venus torpiller un rassemblement organisé dans le cadre de l'UNEM en faisant régner un climat de terreur psychologique sous la bannière de la « défense de l'Islam » qui n'a rien de commun avec ces « honteuses pratiques terroristes ». Ces événements montrent à quel point la vigilance s'impose à tous les tenants de l'agitation sociale : les courants islamistes, prêts à faire feu de tout bois, sont en mesure d'exploiter toute brèche pour exposer leur capital et essayer de vendre un produit assez compétitif sur les marchés populaires locaux.

La politique économique, dictée il est vrai par le FMI et la Banque mondiale, mais appliquée avec la plus grande rigueur doublée d'une efficacité dans laquelle on reconnaît bien le savoir-faire du ministre des Finances, produit des résultats reconnus par ces instances et les partenaires extérieurs. Pour la CDT, le dialogue social est par contre pratiquement rompu, et la situation des agents suspendus et licenciés n'a toujours pas été réglée en dépit de l'amnistie royale. Tout cela semble suffisant en soi pour qu'elle donne libre cours à sa condamnation de la politique du gouvernement. Lors de son conseil national la CDT a établi un programme de lutte, de combat et de mobilisation et défini les slogans et les revendications des salariés. Certes

(27) *Al-Alam*, 2/5/90.

de multiples considérations nationales ont repoussé à plusieurs reprises la décision confédérale, mais des signes d'impatience montrent que la CDT préfère prendre les devants et mettre la balle dans le camp du gouvernement. Les rassemblements ouvriers qui ont pour but de maintenir une certaine pression sur le gouvernement se poursuivent dans les sièges de la centrale syndicale. Le spectre de la grève générale semble s'éloigner mais la reprise du dialogue entre la CDT et le gouvernement bute toujours sur l'épineux problème des agents licenciés et suspendus. L'UGTM affirme dans un message à l'occasion du 1er Mai sa résistance face à la politique qui affame le peuple et bafoue sa dignité. Elle demande que la privatisation soit orientée de telle sorte qu'elle améliore la situation des travailleurs et sauve des milliers de diplômés du chômage. (28) M. Amaoui, secrétaire général de la CDT se déclare satisfait du but atteint par la décision de la grève générale et appelle à une mobilisation sans relâche pour obtenir un dialogue dans un cadre institutionnel organisé, permanent et responsable. Il ne voit pas d'issue à la crise profonde qui affecte le pays sans l'instauration d'options alternatives à la formulation desquelles devront participer toutes les composantes de la nation. Les salariés se trouvent en droit de demander que soit réparée l'injustice qui les frappe à cause d'une politique d'austérité qui est appliquée à leurs dépens. (29)

Dès le 2 mai, l'activité portuaire, tout un symbole quant à l'orientation des affaires et de l'économie nationale, est paralysée par une grève d'avertissement de 24 heures à l'Office d'exploitation des ports à Casablanca. C'est aussi le secteur le plus propice à une mobilisation sociale : il est au centre du constat de la réalité de l'activité économique, avec des discriminations flagrantes en matière de conditions de travail et de salaires ce qui le met dans une situation de combativité à toute épreuve.

Les salariés considèrent avoir payé lourdement le tribut nécessaire à la consolidation du front intérieur. Les partis proches du gouvernement reconnaissent les nombreux sacrifices consentis par la classe ouvrière pour l'unité territoriale du pays et pour l'économie nationale. Ces sacrifices ont permis de créer un front intérieur assez fort pour que tous les complots étrangers se brisent contre lui. Il est donc du devoir du gouvernement et du patronat de considérer avec un esprit national les revendications ouvrières afin d'assurer à ces ouvriers toutes les conditions d'une vie digne. Certes, le Maroc est au seuil de grands changements dans sa structure économique depuis l'entrée en vigueur de la privatisation. La privatisation attendue ne peut réussir, estiment-ils, sans une base sociale solide qui reconnaît la participation de l'ouvrier dans la production et son rôle national. (30) M. Abderrazzaq Afilal, Secrétaire général de l'UGTM s'inscrit dans le même concert de voix pour dénoncer les affres du renvoi et du licenciement, la faiblesse des salaires et la hausse du coût de la vie, les insuffisances du logement et des soins médicaux, et le non respect de la législation sociale. Les syndicats ont révélé aux yeux de l'opinion publique nationale une unanimité de leurs revendica-

(28) *Id.*

(29) *Al Itihad al Ichtiraki*, 2/5/90.

(30) *Al Mithaq, Rissalat al Oumma*, 2/5/90.

tions, qui semble prédéterminer un front solide capable de traduire les slogans dans l'arène de la lutte commune. Déjà on observe ça et là quelques manifestations spontanées comme ce fut le cas dans la ville de Sidi Kacem dans le nord du Maroc ou à Assa, dans le sud marocain. Ces mouvements de protestation sont le signe d'une évolution qualitative du mouvement d'opposition à la politique du gouvernement. C'est aussi le signe que la crise sociale est parvenue à un degré tel que la protestation muette, formalisée par des plaintes, des requêtes, des articles de journaux, ne suffit plus et qu'il devient nécessaire de s'exprimer par d'autres moyens pacifiques pour attirer l'attention des autorités. Cette évolution qualitative se traduit aussi par une revendication sur le thème de chartes nationales, expression d'une demande pressante de l'institution d'une certaine règle du jeu communément admise par l'ensemble des partenaires : le Syndicat de la Santé réclame une charte nationale de la santé, les syndicats de l'enseignement une charte nationale de l'enseignement, les syndicats ouvriers une charte sociale et, plus que cela, les organisations politiques revendiquent, implicitement ou ouvertement, une charte politique, tout comme les organisations humanitaires demandent une charte nationale des droits de l'homme, de même que les intellectuels souhaitent une charte nationale de la culture. Toutes ces organisations voudraient que les rapports entre les administrateurs et les administrés soient organisés de telle sorte qu'ils prennent en considération d'une part la position et l'opinion de l'autre, d'autre part les intérêts nationaux. Mais la question est de savoir si la classe dirigeante est disposée à s'ouvrir davantage aux diverses composantes de la société civile ou à continuer, comme l'affirme l'opposition, à accaparer le pouvoir et à pratiquer une seule et même politique soumise à un parlement dont la légitimité est contestée par cette même opposition.

C'est dans ce climat social et politique assez tendu que les travailleurs, à l'initiative de la CDT, se préparent à observer une grève générale, grève prévue initialement pour le 19 avril mais ajournée après que le gouvernement eut constitué une commission ministérielle pour dialoguer avec la CDT. Ce premier dialogue a abouti à une impasse, la CDT cherchant à obtenir le règlement des problèmes qui se posent sur le plan des libertés publiques et sur celui de la situation matérielle et sociale des travailleurs et des fonctionnaires des secteurs public, semi-public et privé. Sur ce fond de crise, le Ministre des Finances annonce devant la Chambre des représentants qu'un statut sera élaboré dans le cadre de la coopération du Maroc avec les autres pays dans le but d'encourager les cadres marocains à aller travailler à l'étranger. Cet énoncé direct que les portes du travail au Maroc sont fermées aux cadres et que l'exportation de ces derniers est la seule solution possible, suffit à montrer, selon l'USFP, que la politique suivie en trois décennies d'indépendance, non seulement s'est révélée impuissante, mais qu'elle a fait faillite. Par contre, les partis proches du gouvernement qualifient cette initiative de plus importante décision de la session parlementaire (31). Néanmoins, l'emploi étant une question nationale, ils précisent que c'est au gouvernement

(31) *Al Mithaq*, 26/10.

d'exercer les pressions nécessaires pour que le secteur privé prenne ses responsabilités dans ce domaine afin d'assurer les conditions de réussite du plan gouvernemental. Toute la classe politique exprime une certaine impuissance sur la question de l'emploi et ses implications sociales et structurelles. « Le discours prononcé par S.M. le Roi le 9 juillet devrait être appris par cœur par le gouvernement » souhaite l'Istiqlal, qui aurait trouvé normal que le gouvernement mobilise tous ses appareils en vue de fournir du travail aux quelque 120 000 jeunes gens et jeunes filles que Sa Majesté a dénombrés. On retrouve la même analyse chez les partisans de l'U.C. : les deux tiers de la population marocaine sont âgés de moins de 30 ans ce qui est en même temps un acquis et une charge pour le Maroc. Un acquis, car le pays pourra utiliser ce potentiel pour l'édification et le développement ; une charge car il menace les structures de la nation. Le gouvernement doit prendre les mesures nécessaires au dépassement de cette crise qui touche 26 % de la population âgée de 15 à 24 ans et 18,5 % de celle qui est âgée de 25 à 34 ans (32).

Le spectre de la grève générale se fait plus pressant par des grèves préventives qui s'étendent à de nombreuses entreprises et concernent plusieurs secteurs de production et de services (à Casablanca, Nador, Al-Hoceima et Khénifra dans les secteurs du bâtiment, des textiles et des mines). Lors du Conseil des ministres, le souverain engage les membres du gouvernement à suivre une politique de dialogue, de consultation et de contact afin de voir de près la réalité de la vie quotidienne des sujets de Sa Majesté. Le relais est aussitôt pris par le front politique qui veut faire entendre la « vérité » de « ceux qui la connaissent » : partis politiques et syndicats qui, de par la Constitution, sont tous censés représenter et encadrer les citoyens. « Nous sommes dans un Etat institutionnel : un gouvernement qui ne coopère pas avec les institutions ne saurait, de l'avis du peuple, gérer correctement ses affaires. Ce sont donc là deux motifs qui militent en faveur de l'appel à la grève ». (33)

La grève générale est décidée par la CDT et l'UGTM pour le vendredi 14 décembre. Le Roi charge les ministres des Affaires économiques et de l'Emploi de procéder à des contacts, au nom du gouvernement, avec tous les interlocuteurs sociaux et économiques. Au Parlement, les députés se félicitent de la décision royale de réintégrer dans leur poste les travailleurs mis à pied et de créer le Conseil Supérieur pour la Jeunesse et l'Avenir. Le Syndicat national de l'Enseignement supérieur condamne la politique qui a jeté des milliers de diplômés dans le « labyrinthe du chômage », privé les citoyens du droit aux soins et à la sécurité sociale et alourdi les charges des fonctionnaires et des salariés. Il lance à son tour un mot d'ordre de grève générale pour le 14 décembre dans tous les établissements de l'Enseignement supérieur et de la Formation des Cadres. L'Union marocaine du Travail reste dans un mutisme très remarqué. C'est l'UC, parti de M. Maati Bouabid, ancien Premier ministre et proche de cette centrale, qui se fait le porte-parole de cette

(32) *Al-Alam, Rissalat al Oumma*, 30/10/90.

(33) *Al-Alam*, 29/11/90.

dernière pour dévoiler les véritables motivations de toute cette agitation autour de la grève générale. On apprend ainsi que le Secrétaire général –adjoint d'un très vieux parti (M. Mhammed Diouri du parti de l'Istiqlal) veille personnellement au suivi du projet de grève lancé par deux centrales syndicales dont tout le monde s'accorde à dire que leurs mobiles sont plus politiques que syndicaux. Ces grèves qui ne visent qu'à régler des comptes personnels au sein du parti, ne concernent donc en rien les travailleurs et leur historique et légitime centrale. (34) Le front politique rétorque que cette grève a pour but de rendre à la classe ouvrière et à l'ensemble des masses populaires laborieuses la considération qu'elles méritent au sein de la patrie ; faire entendre raison aux responsables et les ramener dans la bonne voie : celle des libertés, du respect des droits de l'homme et d'une juste répartition des richesses nationales. Le parti de l'Istiqlal évoque aussi son patriotisme pour ne pas souhaiter une telle grève dont le pays souffrirait grandement, mais face à un gouvernement qui foule aux pieds les intérêts et les problèmes des citoyens, le motif de la grève générale devient un motif raisonnable (35). Et comme pour devancer les événements, les partis de l'opposition n'hésitent pas à recourir au droit en rappelant qu'aucun gouvernement n'a intérêt à confier les choses, en dernier ressort, à des appareils de sécurité chargés de « traiter », avec les méthodes qu'ils ont « mises au point », une question liée à un « droit » que la Constitution reconnaît en ces termes : « Le droit de grève demeure garanti. Une loi organique précisera les conditions et les formes dans lesquelles ce droit peut s'exercer ». Le Premier ministre, qui exerce le pouvoir réglementaire en vertu de l'article 62 de la Constitution, a, selon l'opposition, « oublié » de promulguer le texte réglementaire que la Constitution a « promis il y a de cela 28 ans et 3 jours » (36).

On assiste alors à un durcissement des rapports entre syndicats et gouvernement. Dans un communiqué du Bureau central de la ligue marocaine pour la défense des droits de l'homme, on relève que les « honteuses violations des droits de l'homme continuent ». C'est dans un climat social très tendu que le gouvernement entame le dialogue, non pas avec les demandeurs, la CDT et l'UGTM, mais avec les membres du bureau de l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie et avec une délégation du Conseil national de l'UMT qui pour la première fois sort de sa réserve pour annoncer qu'elle ne répondra pas à l'appel lancé pour le déclenchement d'une grève générale. Le 5, *Al-Anba* (officiel) fait état de la rencontre entre les représentants du gouvernement et des membres de la Fédération des Chambres d'Agriculture et des Syndicats des Travailleurs Libres.

L'USFP, après avoir fait le constat que toutes les organisations politiques, syndicales, culturelles et professionnelles qui ne sont pas « nées à la maternité du Ministère de l'Intérieur » soutiennent la grève générale, se demande pourquoi le gouvernement dialogue avec « une armée de fantômes et refuse de le faire avec ceux qui sont concernés (...) Les droits des travailleurs ont besoin d'un vaste dialogue : il faut écouter les exploitants, les gros agri-

(34) *Rissalat al Oumma*, 30/11/90.

(35) *Al-Alam, Al Itihad al Ichtiraki*, 29/11/90.

(36) *id.*

culteurs, les courtiers et les bandits de grand chemin ; il faut consulter le F.M.I., la Banque mondiale, les représentants des travailleurs de Madagascar, les patrons de l'une des deux Corées (...). Le gouvernement a tout le temps : en hiver il y a moins d'inauguration et de moussems, et c'est l'ennui ; le seul moyen de combattre le désœuvrement c'est le dialogue ». (37)

Le Conseil de gouvernement réuni pour étudier la situation économique et sociale du pays estime qu'aucun dialogue ne peut être utile sous la pression ou une menace de grève. L'annonce d'une grève générale est par conséquent déclarée inacceptable. Les termes du communiqué du gouvernement provoquent le déchaînement de l'humour acerbe de M. Abdelkrim Ghellab qui trouve que la Constitution a le droit de proclamer que « le droit de grève est garanti ». Un gouvernement « démocratique » et « constitutionnel » a le droit de déclarer que « le recours à la grève générale n'est pas conforme aux us et coutumes des pays démocratiques ». Mais nous avons le droit, nous le peuple, de mettre notre confiance en la Constitution et de la refuser au gouvernement, et cela parce que la Constitution use d'un langage responsable, ne « plaisante » pas et ne veut pas que l'on se moque d'elle dans les pays démocratiques. Il faut que l'on sache que nous ne vivons plus au temps des us et coutumes mais que nous vivons désormais au temps de la Constitution et de la loi ». Le journal de l'USFP s'emploie à démontrer dans son éditorial que la grève est un droit et n'est pas une menace ; il considère que le communiqué du gouvernement est, par contre, une menace et un facteur de provocation et de pression sur la classe ouvrière et les organisations syndicales et inspire des doutes quant aux intentions des responsables. S'interrogeant sur ce qui motive cette « terreur », il ajoute qu'il ne s'agit pourtant que d'une grève générale, non d'une « guerre civile ». Les bureaux exécutifs de l'UGTM et de la CDT dénoncent le communiqué du gouvernement qui met en cause la constitutionnalité du droit de grève, demandent que les conditions nécessaires à des négociations collectives utiles entre les syndicats et le gouvernement soient réunies, décident de ne pas assister à la rencontre gouvernement-syndicats du 8 décembre en signe de protestation contre le contenu du communiqué gouvernemental et invitent la classe ouvrière à se mobiliser davantage afin d'assurer le succès de la grève générale. (38)

Le 10, les événements se précipitent : l'UGTM adresse un télégramme au Premier ministre ; le S.N.E.Sup dénonce le caractère fallacieux du communiqué gouvernemental considéré comme un coup porté au processus de démocratisation ; communiqué conjoint du Bureau national du Syndicat national des petits et moyens commerçants et du Bureau exécutif de l'Union générale du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et de la pêche soutenant la grève générale ; communiqué de l'Union Générale des Agriculteurs du Maroc soutenant la grève et demandant qu'il soit mis un terme à la situation misérable qui est imposée à la plupart des paysans ; communiqué du Comité permanent de coordination des organisations de la jeunesse marocaine dans le même sens ; communiqué de la Fédération Autonome de l'Enseignement

(37) *Al Ittihad al Ichtiraki*, 6/12/90.

(38) *Al-Alam*, *Al Ittihad al Ichtiraki*, 7/12/90.

appelant à l'exécution de la grève générale ; le Comité de coordination des droits de l'homme adresse aux responsables un document rappelant les revendications essentielles concernant l'établissement et le respect des droits de l'homme ; une étude de juristes marocains déclare la grève générale des fonctionnaires constitutionnelle et légitime ; après le Bureau politique, le Comité central de l'USFP déclare son soutien absolu à la décision de grève générale.

Le choix du vocabulaire dans les circonstances présentes n'est pas sans signification. L'utilisation d'une terminologie ferme mais enveloppée d'une tonalité très légaliste/constitutionnaliste cherche à convaincre et l'opinion et le pouvoir que le pays est en passe de tourner une page de son histoire et de s'ouvrir encore plus à la société civile et à la demande sociale. Ces propos fermes mais mesurés expriment clairement les choix d'une social-démocratie désemparée : comment administrer une médecine sociale valorisante tout en maintenant le cap nécessaire des ajustements structurels. Les défavorisés et les abandonnés plus encore seraient tentés par des idéologies sectaires et rétrogrades dont les propositions relèvent plus du charlatanisme que de la réal-politique. Que le gouvernement ne prenne pas en compte cette nouvelle donne alors qu'elle fait des ravages aux portes du pays tient probablement d'une appréciation inexacte de la situation sociale (39).

La grève générale accouche dans la douleur. Le bilan qui en est fait le 17 décembre est lourd : l'UGTM et la CDT signalent que le nombre des arrestations est très élevé. Gouvernement et syndicats s'accusent mutuellement de porter l'entière responsabilité des événements douloureux qui ont éclaté à Fès, Tanger et ailleurs. Samedi 15, des manifestations auraient touché des quartiers populaires de Rabat (Akkari, Yacoub el Mansour et Taqad-doum). *Al-Ittihad Al-Ichtiraki* parle d'une attaque de nuit à la cité universitaire de Kénitra où 600 étudiants auraient été appréhendés (16/12).

L'opposition et les syndicats annoncent la grande victoire de la grève malgré les échos attristés et alarmants au sujet des victimes et des dégâts. La presse proche du gouvernement considère quant à elle que la grève n'a été que partiellement suivie dans certains secteurs et ignorée dans d'autres. (40) *Al-Oumma* évoque la démagogie pour caractériser la grève. Ce qui est arrivé à Fès « ne sied ni à la tradition ni à la civilisation du Maroc, ni au niveau atteint par sa démocratie ; c'est une conséquence logique de la surenchère imposée par les courtiers de l'action syndicale. Des dizaines de commerces et de pharmacies ont été détruits, des bus et des voitures ont été brûlés, un monument du tourisme à Fès (hôtel Les Mérinides) a été détruit et incendié. Fès avait-elle besoin d'un tel jour sanglant ? » « Dans une déclaration du gouvernement devant la Chambre des Représentants il ressort que la grève n'a pas eu d'échos grâce à la sagesse, à la clairvoyance et à la conscience qui distinguent le citoyen marocain. Le gouvernement regrette que l'appel à la grève générale ait été exploité par des agitateurs et réclame la constitution d'une commission nationale pour enquêter sur les événements

(39) *Id.*, 8,9,10,11/12/90.

(40) *Al Mithaq*, 16/12/90.

de Fès, composée de représentants des appareils exécutif et législatif. Cette commission sera présidée par le Secrétaire Général du Conseil consultatif des Droits de l'Homme. L'OMDH évoque, à propos des événements de Fès, des « atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique des individus ». « Des poursuites judiciaires, sous l'inculpation d'atteinte à l'ordre public, sont engagées contre les personnes arrêtées et également contre *Al-Alam* en la personne de son directeur M. Abdelkrim Ghellab en raison de l'écho qu'il a donné des événements du 14 décembre dans le quotidien istiqialien. Les procès se soldent par ailleurs de peines sévères et exemplaires comme ce fut le cas pour les détenus du premier groupe de Tanger (39 personnes) qui ont écopé de 3 à 5 mois de prison ferme et trois acquittements ; ceux de Sidi Slimane, 9 condamnés à une année de prison ferme et 550 dirhams d'amende. Parmi eux 4 enfants de moins de 16 ans qui seront transférés en maison de redressement à Témara ; 21 détenus présentés devant le tribunal de Beni Mellal ; 2 accusés présentés devant le tribunal de Fès « le corps criblé de balles » (41) ; 7 ans de prison pour 12 détenus, 5 ans pour 4, 4 ans pour 6 et 2 ans pour 5 au tribunal de Fès ; au tribunal de première instance de Meknès des peines diverses sont infligées aux détenus d'El-Hajeb ; peines sévères pour les détenus de Kénitra ; entre deux ans et deux mois de prison et amende ; peines sévères pour le second groupe des prévenus de Tanger. La Cour criminelle statuera dans le procès du troisième groupe le 8 janvier ; pour la seule ville de Fès, ce sont 567 détenus, hommes et femmes qui auraient été déferés aux tribunaux (42).

Au-delà du bilan des pertes humaines, toujours controversé (15 morts selon la MAP, contre 65 selon l'USFP), et de la sévère répression qui les a accompagnés, ces émeutes prennent une nouvelle fois valeur de symbole en cristallisant dans la violence momentanée et informelle les menaces de rupture que font peser sur une société profondément inégalitaire les périphéries urbaines surpeuplées, paupérisées et sous-qualifiées. Devant la détermination du front syndical à poursuivre la lutte et à exiger la libération de tous les détenus, et dans un contexte national alourdi par les menaces de guerre dans le Golfe, on comprend que le régime se soit décidé, tout en stigmatisant les responsabilités d'élus locaux, à calmer le jeu politique et les impatiences sociales : dès les premiers jours de 1991, les poursuites contre A. Ghallab sont retirées, certains procès reportés sine-die, d'autres suspendus jusqu'aux travaux de la commission d'enquête diligentée par le CCDH, le salaire minimum augmenté de 15 % et un « pacte de paix sociale » proposé pour la prochaine quadriennie avec une réactualisation annuelle par un dialogue entre le gouvernement et les partenaires économiques.

LES DILEMMES DE LA POLITIQUE D'AJUSTEMENT

Sur le plan économique, le gouvernement marocain a multiplié les démarches auprès de ses partenaires étrangers pour les inciter à soutenir une

(41) *Al Ittihad al Ichtiraki*, 23/12/90.

(42) *Id.*, 3/12/90.

croissance en mal d'investissements, et à réduire le poids toujours préoccupant de la contrainte financière externe. A l'intérieur, les pouvoirs publics ont poursuivi la mise en œuvre d'une panoplie de mesures, d'inspiration de plus en plus libérale, et visant à privilégier la sauvegarde des équilibres financiers et la croissance économique immédiate.

L'année a été marquée par un grand débat qui a accompagné la publication des textes d'application (43) de la loi autorisant la privatisation de 112 entreprises à capital public dont les quatre banques les plus importantes du pays, un holding financier, trois sociétés agricoles, dix sucreries, une usine de montage automobile, sept sociétés pétrolières et trente sept établissements hôteliers. Ce débat a suscité de très vives réticences dans les milieux politiques de l'opposition (44) et de la part de nombreux économistes qui redoutent que ce processus à l'instar de la marocanisation ne soit détourné de ses objectifs théoriques (privilégier l'actionnariat populaire et régional) et qu'il ne serve qu'à renforcer le patrimoine des grands groupes financiers tels que l'ONA et à accentuer les écarts économiques et sociaux dans une société déjà profondément inégalitaire (45). Ce débat a également laissé transparaître la frustration de la bourgeoisie d'affaires qui entend profiter de cette privatisation pour accroître son assise financière et limiter l'essor du pouvoir régional associé au capital étranger afin de jouer un rôle politique qui soit à la mesure de son poids économique. Les décrets d'application qui fixent les conditions de fonctionnement de la commission des transferts et qui attribuent de très larges pouvoirs de décision au Ministre chargé de la privatisation ont également soulevé de très vives critiques aussi bien dans les rangs de l'opposition que dans les milieux patronaux. Pour la première, loin de conforter une stratégie de restructuration économique ou de redistribution sociale, ils préfigurent un alignement sur les intérêts des institutions financières internationales et des créanciers étrangers qui pourront renforcer leur emprise grâce aux opérations de « conversion de la dette en actions » acceptées par le gouvernement dans le cadre du rééchelonnement. Pour les seconds, « l'omnipotence » du Ministre, si justifiée soit-elle par l'exercice du rôle médiateur de l'Etat ou par la sauvegarde de ses propres intérêts, (46) leur paraît dangereuse à un double titre : d'une part elle est loin de le prémunir contre les éventuels conflits d'influence et de compétence qui risquent de surgir entre les instances chargées de l'assister (47), et d'autre part elle ne peut qu'accentuer le caractère « administratif et autoritaire » de la gestion de ce

(43) Voir - Documents Maroc - *Annuaire de l'Afrique du Nord 1989*, Paris, CNRS, 1991 : 648-654. Voir également *infra* - Rubrique législative Maroc -.

(44) *Al-Alam*, 26-27/9/90, 24/10/90.

(45) Selon la Direction des Statistiques, 6,5 millions de Marocains vivent dans la pauvreté et 3,4 millions dans la pauvreté absolue, 56 % d'hommes et 72 % de femmes de l'ensemble de la population souffrent d'analphabétisme (cité par *Al-Alam*, 24/7/90).

(46) La loi invite le Ministre à veiller à ce qu'aucune personne physique ou morale ne puisse acquérir un nombre de parts - au delà d'un certain pourcentage - (non précisé), et demande à la Commission des transferts de fixer un butoir pour des acquisitions des personnes physiques ou morales étrangères.

(47) Allusion à la composition et au rôle plus ou moins décisif de la commission d'évaluation et de la Commission de Transferts dans les choix des mécanismes de cession, dans la sélection des candidats à l'attribution directe, dans la détermination de la part réservée aux salaires... Pour un commentaire relativement objectif des Décrets voir *Le Libéral*, Décembre 1990 : 24-26.

dossier. En outre, selon les estimations de la valeur marchande des participations directes et indirectes de l'Etat dans les entreprises à privatiser, l'impact financier sur le budget général de l'Etat ne représenterait dans l'hypothèse optimiste d'un échéancier de 5 ans qu'un gain annuel de 600 Millions de DH, soit un pourcentage infime du déficit budgétaire.

Les options de rigueur et d'austérité suivies dans le cadre du programme d'ajustement structurel ont produit quelques améliorations sensibles dans la situation des comptes extérieurs et des finances publiques, mais elles ont eu des effets coercitifs sur l'évolution normale de l'activité économique. Exposé de surcroît aux perturbations liées, en particulier au second semestre, à la crise irako-koweïtienne, l'économie marocaine a connu une recrudescence de l'inflation qui a ravivé les dysfonctionnements et attisé les revendications sociales, jusqu'à précipiter les partenaires sociaux dans une confrontation générale d'une extrême gravité.

Le PIB a enregistré en 1990 un taux de croissance de 2,7 %, soit plus du double de celui de 1989. (48) Derrière ce résultat global se cache une certaine différenciation dans les tendances sectorielles, même si toutes les branches d'activité, à l'exception de l'agriculture ont progressé à des taux égaux ou nettement supérieurs à celui du PIB.

Le secteur agricole qui continue d'être largement tributaire des aléas climatiques, a souffert d'une pluviométrie défavorable qui a généré le développement des cultures et réduit sensiblement la récolte des principales céréales. Etablie à 62 millions de quintaux seulement, cette récolte a accusé une chute de 15 % par rapport à celle de la campagne antérieure qui était certes importante. En dehors du maïs qui a vu sa production augmenter de 18 % suite à une progression des rendements de 17 %, les autres variétés ont enregistré des replis de 8,5 % et 7,6 % pour le blé dur et le blé tendre, et un déclin de 28,7 % pour l'orge suite à une chute de rendements de près de 30 %. En dépit d'un élargissement des superficies, la production des légumineuses qui a souffert d'une humidité trop forte, a fléchi de 2,5 % en s'établissant à 3,4 millions de quintaux ; quant à celle des primeurs et des agrumes, elle a accusé une forte baisse par rapport à la campagne précédente (- 26 % et - 28 %). Cette forte régression s'explique pour les primeurs par des conditions climatiques moins favorables conjuguées à des difficultés de commercialisation qui ont compromis les efforts d'investissements réalisés pour accroître les superficies cultivées sous serre et pour introduire de nouvelles techniques culturales. Pour les agrumes, le recul est dû à de mauvaises conditions climatiques et au vieillissement du verger agrumicole national qui a entraîné une dégradation de la qualité et une baisse sensible des exportations. Les cultures sucrières et les oléagineuses ont bénéficié d'une campagne favorable, et l'élevage a marqué une légère progression avec un cheptel en accroissement de 4 % au lieu de 7 % en 1989.

(48) Les données et les commentaires économiques qui suivent et qui relèvent de la conjoncture, sont largement inspirés du *Rapport annuel de la Bank Al Maghrib*, Rabat 1991-131 p. + Annexes et du *Bulletin du Centre Marocain de Conjoncture*, Spécial Bilan 1990, Fondation ONA/BCM, Casablanca 1991, 105 p.

Avec un niveau global des prises de 575 mille tonnes, le secteur de la pêche a connu une augmentation de 10,2 %, dûe à la contribution des secteurs hauturier et côtier. Les exportations des produits de la mer ont corrélativement enregistré une nette augmentation ; le niveau des investissements destinés au renforcement de l'armement, tout en étant important a été moins élevé qu'en 1989. Trois événements majeurs ont marqué ce secteur, qui ne manqueront pas d'influencer les tendances de son évolution dans les années à venir : la décision du ministère de tutelle de rapatrier la flotte de pêche hauturière sur les ports nationaux d'Agadir et de Tan-Tan, le report d'application du repos biologique, et le renouvellement de l'accord-cadre de pêche avec l'URSS.

Contrastant avec les mauvais résultats de 1989, la production totale du secteur des mines et de l'énergie a marqué une hausse de 9,5 %, attribuable au redressement de l'indice des activités minières et à l'intensification de l'activité de l'énergie.

Après la chute considérable de 1989 (27,8 %) qui avait mis en difficulté l'OCP, l'activité phosphatière s'est redressée avec la solution de la « crise indienne », et la production a atteint en moyenne annuelle le taux de 18,4 %. Les ventes globales ont pratiquement augmenté de 20,5 % d'une année à l'autre, le développement de la demande locale ayant largement compensé le recul des exportations dû à la contraction des achats de l'Europe occidentale et de certains pays de l'Est. Les expéditions de dérivés des phosphates ont augmenté de 59,8 % en quantité et procuré la contre valeur de 6,3 milliards de DH en essor de 52,3 % d'une année à l'autre.

En matière d'énergie, la production locale n'a couvert comme en 1989 que 10,3 % d'une consommation qui a marqué une hausse plus sensible. Le déficit en énergie s'est légèrement élargi en se situant à 5,8 Millions de T.E.P. (Tonnes d'équivalent pétrole) et la facture énergétique s'est élevée à 8,1 milliards de DH, soit une hausse de 34 % qui relève à la fois de l'accroissement des quantités importées, du relèvement du cours du baril et de la nouvelle parité du Dirham.

Le très large recours aux importations pétrolières impliqué par la faiblesse des ressources nationales a été accentué par les contraintes de la sécurité des approvisionnement liés à la crise du Golfe. Dans le but d'atténuer la forte dépendance de l'économie nationale en énergie, la prospection de gisements d'hydrocarbures a enregistré un regain d'activité avec le lancement d'un programme de nouveaux forages, l'octroi de permis de recherche dans des zones offshore, et l'adoption prochaine d'un nouveau code des hydrocarbures plus incitatif. En outre, le projet de gazoduc Algérie-Maroc-Espagne a franchi un pas important avec la création de la Société d'Etudes chargée de la faisabilité.

L'industrie a connu une certaine croissance, avec un rythme de progression estimé à 9,2 % qui contraste avec la stagnation relative de 1989. Cette reprise s'est effectuée malgré un environnement conjoncturel caractérisé par un alourdissement des coûts des facteurs (énergie, salaires, charges financières), et en dépit d'un climat social tendu et d'un renchérissement de

l'approvisionnement dû à la nouvelle parité du Dirham. Dans un contexte marqué par les retombées de la libéralisation du commerce extérieur, l'évolution de l'activité productive, essentiellement influencée par l'orientation de la demande externe, a varié d'un secteur à l'autre. Le dynamisme des exportations, malgré les turbulences de la crise du Golfe, a donné une nouvelle impulsion à certaines branches comme les dérivés du phosphate (3,6 millions de tonnes pour une recette de 6,3 milliards de DH) et le textile (3,6 milliards de DH en recettes de devises pour la confection et près de 2 milliards de DH pour la bonneterie). En revanche, la reprise des tensions inflationnistes a contenu la consommation de produits alimentaires et affecté la progression des industries alimentaires tournées vers le marché intérieur.

Le secteur du bâtiment et des Travaux Publics a marqué un ralentissement sensible, en grande partie à la suite de la révision à la baisse des dépenses d'équipement de l'Etat décidé par la Loi de Finances rectificative. La valeur ajoutée de l'ensemble des activités de ce secteur a progressé de 2,6 % contre 6,5 % en 1989 et plus de 14 % en 1988.

Quant au tourisme, si l'année a connu une progression importante en terme d'afflux de visiteurs (2,9 millions de touristes, 18 % d'accroissement par rapport à 1989) et de recettes (10 milliards de DH, 22 % de hausse), cet accroissement a révélé des tendances divergentes au niveau des principaux marchés émetteurs. En effet, le déclenchement de la crise du Golfe a entériné une régression du nombre de touristes en provenance des pays arabes autres que Maghrébins, et un tassement des flux européens (- 28 % pour le marché espagnol) compensé par un accroissement conséquent des flux maghrébins (+ de 55 %) et en particulier algérien. Cette conjoncture a mis en évidence les difficultés propres au développement régulier du tourisme au Maroc, qui ont trait essentiellement à la capacité d'accueil et à l'absence d'une stratégie promotionnelle bien finalisée.

Au niveau monétaire et financier l'année a été marquée par une forte expansion de la masse monétaire (+ de 179,2 % pour les avoirs extérieurs nets contre 0,30 % en 1989) qui a enregistré un taux de croissance de 18,50 % et par une évolution préoccupante des prix. L'indice du coût de la vie accuse une augmentation moyenne de 6,7 % contre 3,1 en 1989, avec des variations fortes pour les prix des produits alimentaires (7,1 %), et dans certaines villes comme Tétouan, Agadir et Kenitra. Sur la base des indications qui restent tributaires de données partielles et irrégulières, l'évolution des salaires n'a pas traduit une réelle amélioration du pouvoir d'achat, malgré les revalorisations successives dont a fait l'objet le salaire minimum et les importantes augmentations des salaires dans les administrations publiques. Tout juste ont-elles constitué un rattrapage de la perte du pouvoir d'achat constatée au cours de la première moitié des années quatre-vingt.

Dans le secteur productif et notamment dans les industries manufacturières, on relève même un ralentissement notable dans le système d'accroissement des salaires à la fin de cette décennie. Quant à la situation de l'emploi, son évolution est demeurée des plus préoccupantes, pour autant qu'on puisse réellement l'apprécier. La dernière enquête sur la population

active urbaine avait conclu à un accroissement de la pression sur le marché du travail, en particulier de la part des populations jeunes : le taux du chômage avait atteint 16,3 % en 1989, avec une aggravation notable pour la tranche des 15-24 ans où le taux dépassait les 30 %. Si les données fragmentaires font état d'une amélioration de l'embauche dans la plupart des secteurs, elles n'ont pas pour autant effacé l'inquiétude des pouvoirs publics devant l'aggravation du chômage des jeunes et particulièrement des jeunes diplômés. Dépassant les 100 000 par an, soit environ le tiers des demandes additionnelles d'emploi, ce chômage a fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités, qui ont décidé de créer un Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir, pour effectuer le recensement des jeunes chômeurs diplômés et proposer dès 1991 les mesures les plus adaptées à leur insertion professionnelle.

La situation des échanges extérieurs a confirmé la tendance amorcée en 1989, en rupture avec les performances des deux années précédentes. Le déficit commercial s'est aggravé en passant de 18 Milliards de DH à 22 Milliards, et la légère croissance des exportations (34 Milliards de DH contre 28 Milliards en 1989) n'a pas permis une nette amélioration du taux de couverture qui s'est situé à 61,1 % contre 60,7 %.

Par groupe de produits, seules les exportations de biens de consommation et les produits d'origine agricole ont connu une forte augmentation en valeur qui n'a pas cependant compensé la dégradation des autres postes. Dans l'ensemble, la libéralisation du commerce extérieur et la dévaluation ont plutôt limité l'essor des exportations, confrontées de surcroît à des pratiques de plus en plus protectionnistes et réglementées et à un tassement du cours des ventes ; En outre une bonne part de la dépréciation est absorbée pour le surcroît des importations nécessaires à cet égard, et peut même compromettre sérieusement les capacités de croissance et de diversification de la production, qui sont précisément recherchées par cette modulation du taux de change. D'ailleurs les importations ont dépassé 57 Milliards de DH et marqué un alourdissement supérieur à 22 % résultant d'une augmentation de la demande et des cours de la quasi-totalité des produits, notamment des biens d'équipement et des produits énergétiques (+ 35 %). Par catégories de produits, l'analyse des flux commerciaux montre que seuls les soldes des produits alimentaires et des biens de consommation sont excédentaires, alors que ceux de l'énergie et des biens d'équipement accusent des déficits dont la somme excède le solde négatif total. La répartition géographique des échanges reste caractérisée par la prédominance de l'Europe, en particulier la CEE (58 % du total) avec laquelle le déficit commercial (8,2 Milliards de DH), s'est d'ailleurs amplifié. De même il s'est aggravé vis à vis des autres partenaires commerciaux, le groupe des pays arabes notamment (5 milliards de DH).

Ces mauvais résultats du commerce extérieur ont entraîné un déséquilibre parallèle de la balance des paiements, que les importants gains réalisés par les opérations de voyages et l'accroissement substantiel des transferts des résidents à l'étranger (19,1 Milliards de DH contre 13,6 Milliards) n'ont pas totalement compensé. Le solde des opérations courantes a

marqué une nette amélioration en passant de 6,8 Milliards à 1,6 Milliards de DH, et le financement du déficit courant a pu être facilement réalisé dans la mesure où les remboursements en capital de la dette extérieure par suite du rééchelonnement de plus de 11 Milliards de DH, ont été limités à 6,3 Milliards et que les apports en capitaux non monétaires sous forme d'investissements étrangers et de prêts (4,1 Milliards) et de dons (6,2 Milliards) consentis par le groupe de la Banque Mondiale se sont avérés conséquents. La dette commerciale qui avec 3,2 Milliards de dollars représente 17 % de la dette totale marocaine, a bénéficié d'un rééchelonnement allant jusqu'à 20 années avec 10 ans de grâce. Les recettes au titre des facilités de paiement du FMI se sont établies pour l'année 1990 à 554 Milliards de DH. Au total le solde final de la balance des paiements a représenté un excédent de 13,5 Milliards de DH.

En matière de finances publiques la politique conduite s'est inscrite dans le cadre de l'application du programme d'ajustement et d'assainissement entamé depuis 1983. Les autorités ont été amenées à introduire une loi de Finances rectificative pour relancer le processus d'allègement du Trésor et corriger les écarts prévisibles au cours de l'exécution de la loi initiale. Celle-ci présentait un accroissement des charges financières liées à la revalorisation des rémunérations publiques et à l'augmentation des charges d'investissement.

Le découvert prévisionnel entraînait des besoins de financement très lourds, alors même que le niveau des ressources risquait de ne pas être atteint en raison de la flambée des cours du baril de pétrole. En outre, le rééchelonnement d'une partie de la dette extérieure et l'accès aux sources de financement étranger semblaient s'imposer, pour faire face au plein remboursement des échéances relatives aux anciens accords qui allait s'amorcer. C'est dans ce contexte de nécessité qu'est intervenu le nouveau dispositif de la loi de finances rectificative, articulé autour de deux séries de mesures : la première a visé une augmentation de l'ordre de 3,5 Milliards de DH de recettes par la mise en application des nouvelles dispositions fiscales, (49) et la deuxième a consisté en une réduction de 2,5 Milliards de DH des charges d'équipement dont une partie a été transférée aux collectivités locales. Le déficit prévisionnel du trésor a été de ce fait circonscrit dans la limite de 2,8 % du PIB.

Les résultats d'exécution ont répondu aux prévisions, les recettes ordinaires étant même légèrement supérieures au niveau prévu, une meilleure adéquation des ressources et des charges de l'Etat a été réalisée. Les recettes considérées ont atteint 52,5 Milliards de DH et progressé de 19,8 % contre 5,3 % en 1989. L'exécution des dépenses a engendré les paiements effectifs de 67,1 Milliards, soit une hausse de 4,3 % au lieu de 12,1 %. Le renforcement des ressources a entraîné une augmentation de l'épargne publique et une réduction sensible des besoins de financement du Trésor. Cependant, compte

(49) Il s'agit de prélèvements supplémentaires instaurés au titre d'une part d'une contribution libératoire permettant une prescription anticipée des infractions fiscales, et d'autre part du tiers provisionnel institué en matière d'Impôt sur les Sociétés (I.S.) et de participation à la Solidarité nationale (P. S.N.).

tenu des remboursements en capital de la dette et des règlements d'arriérés, les besoins de trésorerie se sont avérés importants et se sont fixés à 17,2 Milliards de DH. Leur couverture qui a été largement facilitée par le volume substantiel de dons obtenus, a été assurée par un financement extérieur de 10 Milliards 450 DH et des emprunts internes d'un montant de 6 Milliards 738 DH.

Au vu de ces résultats qui sont perçus comme globalement satisfaisants, le rapport de la Bank Al Maghrib recommande aux pouvoirs publics de poursuivre sans relâchement les efforts entrepris, notamment pour la réduction du déficit budgétaire qui conditionne la réussite de la politique monétaire et du financement des activités productives ; cet objectif lui paraît indissociable d'une stratégie visant non seulement à optimiser la fiscalité et à rationaliser les dépenses, mais aussi à maîtriser la demande par le renforcement de l'épargne. Dans ce but, les nouvelles orientations déjà engagées (libéralisation des taux d'intérêt) doivent être poursuivies avec la levée de l'encadrement du crédit à compter de janvier 1991, la restructuration et le décloisonnement du secteur bancaire et financier.

En mettant l'accent sur la nécessité d'accroître l'efficacité du système financier, le Rapport appelle en quelque sorte les autorités marocaines à se donner de nouveaux moyens pour sortir l'économie des inflexions de tendances que laissent prévoir en 1991 la morosité des marchés internationaux et le durcissement des contraintes externes induits par les retombées de la crise du Golfe. Les choix budgétaires de la Loi de Finances 1991 qui tendent à relancer une dynamique interne s'inscrivent dans le droit fil de cette nouvelle optique, assortie en outre d'une logique résolument productive et créatrice d'emplois. Alertés par la rupture du « pacte social » et durement éprouvés par les violents affrontements urbains qui ont marqué la fin de l'année, sans doute les dirigeants entendent-ils se prémunir contre le retour éventuel des « émeutes - FMI » !... C'est dire à quel point 1991 peut apparaître comme l'année test.

J.-C. SANTUCCI et M. BENHLAL

ANNEXES

I. - Chronologie

Janvier

- 6 Décès de Si Bouchta Jamaï, père du rédacteur en chef de *L'Opinion*, membre du Conseil Présidentiel du Parti Istiqlal.
- 16 *Al Adl wa al Ihsan* (Justice et Bienfaisance) annonce sa dissolution, et 7 membres de son Comité Central sont arrêtés.
- 16 Le Roi crée un ministère du Commerce Extérieur et nomme à sa tête M. Hassan Ayoub.
- 17 Le Roi reçoit à Marrakech 10 anciens membres du Front Polisario qui sont nommés membres du Conseil Consultatif Royal pour les Affaires Sahariennes. Omar Hadrani est nommé Gouverneur au Ministère de l'Intérieur et N. Bachir El Ouali est nommé Conseiller au Ministère des Affaires étrangères.
- 22 8 personnes accusées d'appartenir à *Justice et Bienfaisance* (J. et B.) comparaissent devant le Tribunal de Kénitra.
- 25 11 des 17 membres de J. et B. condamnés le 5/12/89 sont acquittés par la Cour d'Appel d'Agadir.
- 29 7 membres du Comité Central de J. et B. comparaissent devant le Tribunal de Salé.
- 29 et 30 Agitation universitaire à Fès : heurts entre extrémistes de gauche et Islamistes.

Février

- 7 Examen d'un projet de statut du personnel enseignant-chercheur de l'Enseignement Supérieur.
- 13 Conférence de presse à Rabat de 6 nouveaux transfuges du Front Polisario.
- 13 Discours de M. Douiri appelant les étudiants Islamistes à rejoindre les rangs du Parti de l'Istiqlal.
- 17 et 18 Appel à l'Union lancé par l'USFP autour d'une plate-forme minimale-soutien du PPS
- 20 Appel personnel lancé par Amnesty International à l'adresse du roi Hassan II pour mettre fin aux violations des Droits de l'Homme.
- 21 Polémique entre le gouvernement marocain et Amnesty International sur le manque d'objectivité qui caractérise son rapport publié le 19/2.
- 24 Publication d'un projet de Charte nationale des Droits de l'Homme par 5 associations marocaines.
- 24 Le roi Hassan II reçoit à Agadir le représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU chargé du dossier du Sahara Occidental.
- 25 M. Mohamed Abdelaziz, Président de la RASD rappelle les conditions préalables à l'organisation du Referendum : retrait de toute présence militaire et administrative marocaine et prise en charge du territoire par l'ONU et l'OUA.

Mars

- 3 Dans son discours du Trône, le Roi invite à une « politique d'austérité équilibrée et sage » qui ne pénalise pas les revenus modestes.
- 7 Retrait de la Défense dans le procès des 6 membres de l'association *Al-Adl wa al Ihsan. Al Alam* publie une mise au point de cette association demandant la levée des contrôles policiers et des violations de la Loi. Les 6 membres sont condamnés par le Tribunal d'Instance de Salé à des peines de prison et des amendes.
- 20 et 21 Assises du Conseil National de l'Istiqlal. Plusieurs résolutions sur la Zakat, la lutte contre l'analphabétisme, le tabac, l'alcool et pour l'arabisation.
- 20 Allocution royale devant les Oulémas : annonce du doublement des salaires des Imams, des Prédicateurs et des personnels des mosquées.
- 21 Mise en garde de l'Istiqlal entre la « persistance de l'attitude passive » du Gouvernement à l'égard du respect des Droits de l'Homme.
- 22 et 25 Congrès National de l'OADP. M. Ben Saïd est réélu secrétaire général.

Avril

- 1-22 Mois de Ramadan
Causeries religieuses présidées par le roi à Rabat sur le Droit Constitutionnel et la hiérarchie des Lois en Islam.
- 7 Conseil National de la CDT – Appel à la grève générale pour le 19/4, suspendu le 16/4.
- 12 Table Ronde sur les Droits de l'Homme organisée à Rabat par le PI.
- 13 Ouverture de la session parlementaire.
- 14 Décès de A. Balafrej.
- 17 Reprise du Procès des Membres de l'Association Jeunesse et Bienfaisance à Kenitra : Le tribunal acquitte 4 des Islamistes condamnés en février.
- 20 Interview télévisée de 4 Sahraouis rentrés au Maroc.
- 23 Adoption du projet de loi de finances rectificative.
- 25 Mesures de grâce touchant 444 détenus de droit commun.
- 25 et 28 Réception par les Ministres de l'Emploi et de l'Economie d'une délégation de l'UGTM.

Mai

- 2 Dévaluation du DH de 9,25 %.
- 3 Séance plénière du parlement sur la loi de Finances rectificative pour 90.
- 4 et 30 Présentation par la télévision marocaine de 2 nouveaux transfuges du F. Polisario.
- 5 Communiqué de l'AMDH en faveur d'une solution à la détention politique.
- 7 Un Islamiste condamné le 15/1 est acquitté par la Cour d'Appel de Casablanca.
- 8 Manifestation de plusieurs centaines d'Islamistes devant la Cour d'Appel de Rabat lors de la reprise du Procès du Bureau de « Justice et Bienfaisance ».
- 8 Le Roi annonce la création du Comité Consultatif des Droits de l'Homme et de Tribunaux Administratifs dans les 7 régions économiques. L'AMDH refuse de figurer dans la nouvelle instance.
- 12 Session du CC de l'Istiqlal. Il dénonce les déclarations réactionnaires du ministre des Habous et A.I lors de la 1ère causerie religieuse du Ramadan contre les Droits de la Femme, ainsi que les associations régionales comme « contraires à la constitution », créés sur la base de la ségrégation et du

régionalisme. Il regrette la présence de Ministres et l'absence de femmes au sein du CC Droits de l'Homme.

- 14 Les 82 députés des Partis d'Opposition déposent une motion de censure (1^{re} fois depuis 1964) Rejetée par 200 voix contre 82.

Juin

- 1 Le Roi reçoit les chefs des Partis de l'opposition.
 1 au 3 Grève de la SONASID.
 2 Le Roi reçoit une délégation du Conseil Consultatif pour les Affaires Sahariennes et des notabilités de tribus du Sahara avant leur départ pour Genève (Travaux de la Commission d'identification électorale).
 5 Première session du Conseil Consultatif royal des Droits de l'Homme.
 6 Communiqué du Comité de coordination de l'AMDH et de la LMDH sur la situation des détenus.
 11 et 13 Débats parlementaires sur la Loi de Finances rectificative. Adoptée par 114 voix contre 55 et 2 abstentions.
 12 Grève générale dans les mines de Jbel Auoum.
 13 et 14 Arrêts de travail à la R.A.M.
 13 Adoption du projet de loi sur la prorogation de 2 ans du mandat des Conseillers communaux, provinciaux et préfectoraux.
 16 au 20 Première session de l'OMDH : révision de la Mouddawanna sur les discriminations contre les femmes et contre la peine de mort.
 28 L'OMDH (P.I) et l'AMDH (Progressiste) dénoncent les violations des Droits de l'Homme dans les prisons.
 28 Adoption par le Conseil de Sécurité de l'ONU du Plan de paix du secrétaire général Perez de Cuellar.

Juillet

- 3 575 prisonniers graciés par le Roi à l'occasion de la célébration de son anniversaire.
 9 Annonce de la création du CNJA pour pallier le chômage, et préparer un plan d'emploi destiné à 100 000 jeunes par an sur 350 000 demandeurs d'emploi.
 14 Communiqué de l'Istiqlal : - Le référendum est dépassé - et demande au Ministère des Affaires étrangères de s'expliquer d'urgence devant la commission parlementaire sur le dossier du Sahara.
 21 Avant de partir pour le sommet de l'UMA, le Roi tient une séance de travail avec les leaders des Partis politiques.
 22 M. Douiri, membre du Comité Directeur, réaffirme l'opposition de l'Istiqlal au référendum et au retrait des soldats et fonctionnaires marocains du Sahara.
 31 Remaniement ministériel. Cf. *infra Documents*.
 31 Condamnation des 6 dirigeants islamistes de Justice et Bienfaisance, à 2 ans de prison ferme et 10 000 DH d'amende.

Août

- 2 Conseil des Ministres extraordinaire sur la crise du Golfe : Le Maroc condamne sévèrement l'occupation irakienne du Koweït.
 4 A. Yassine interdit de prière à la mosquée après sa dénonciation des condamnations des 6 Dirigeants.
 8 M. Filali Ministre des A. E. est élevé au rang de Ministre d'Etat.
 12 Le Roi reçoit les dirigeants des Partis politiques à l'exception de l'OADP.

- 12 Envoi d'un contingent symbolique de 1200 soldats en Arabie Séoudite.
- 14 Interview du Roi dans *Le Monde* à propos de la crise du Golfe.
- 15 L'UNFP se déclare solidaire de l'Irak et condamne l'envoi des forces étrangères dans la région.
- 15 et 16 L'USFP condamne « la concentration des Forces américaines dans le Golfe et le blocus impérialiste ». L'OADP se prononce dans le même sens.
- 17 La CDT condamne à son tour « l'invasion impérialiste des terres arabes ».
- 22 Réunion commune des Commissions parlementaires sur la situation dans le Golfe.

Septembre

- 3 L'USFP, l'OADP et des organisations de jeunesse sont interdites de meeting pro-irakien à Casablanca.
- 5 Conseil de Gouvernement sur la situation économique et financière : le budget 1991 devra prendre en compte les dépenses exceptionnelles consécutives à la crise du Golfe.
- 6 Le groupe parlementaire de l'Istiqlal à Berkane : « le déploiement des forces colonialistes étrangères dans le Golfe est dangereux ».
- 8 Session ordinaire du Comité Directeur du P.I : mise en garde contre les menaces de referendum saharien et contre « l'intervention impérialiste au Moyen Orient ».
- 10 Bureau politique de l'U.C. : le Maroc qui fait passer son attachement aux principes avant ses intérêts doit prôner une solution arabe et le retrait de ses troupes dans le Golfe.
- 30 Le Comité Central du PPS appelle au retrait de toutes les forces dans le Golfe y compris celles de l'Irak. M'hamed Douiri de l'Istiqlal s'élève contre « le complot des impérialistes, des sionistes et des croisés ».

Octobre

- 1 Nouveau communiqué des Jeunesses de l'USFP et de l'OADP contre « la présence impérialiste des USA, de la G.B. et de la France ».
- 3 A l'occasion du Mouloud, le roi grâce 236 détenus et accorde des remises de peine à 475 prisonniers.
- 8,9,14,15,18 Série de manifestations et de déclarations des organisations politiques et syndicales contre la « tuerie barbare d'Al Qods », et contre « l'impérialisme américain aligné sur le sionisme ».
- 12 Discours du Roi lors de l'ouverture de la session parlementaire, il invite S. Hussein à sortir de l'impasse dans l'honneur et réaffirme que « le Sahara est marocain pour l'éternité ».
- 15 A. Osman est réélu Président de la Chambre des Représentants.
- 17 M. Khalifa succède à A. Tazi comme Président du groupe parlementaire du P.I.
- 18 L'OMDH condamne les restrictions dans l'exercice des libertés publiques, à l'occasion de l'interdiction de la marche prévue par la CDT et du procès intenté à *Ittihad Al Ichiraqui*.
- 26 Incidents Universitaires à Fès.

Novembre

- 6 Le Roi appelle les Sahraouis à regagner la mère patrie et à répondre oui au Referendum.
- 11 Le Roi propose un sommet arabe exceptionnel sur le Golfe.

- 12 Première réunion du CNJA, dont le secrétariat général est confié à H. El Malki, universitaire et membre de l'USFP.
- 15 Fin des travaux de la 1ère session du CCDH. Les statuts sont adoptés et 3 groupes de travail sont constitués.
- 20 Conseil des Ministres : examen du projet de loi de Finances 1991 et de deux autres textes sur les tribunaux administratifs et le Code de Commerce.
- 20 La CDT et l'UGTM appellent à « la mobilisation des classes laborieuses » pour déclencher une grève générale. Motifs : augmentation des salaires, refus des licenciements, et respect des droits syndicaux.
- 24 Le PI soutient le principe de la grève générale décidée par l'UGTM.
- 28 Les syndicats de l'enseignement secondaire et supérieur décident de s'associer à la grève générale. L'UMT reste sur la réserve.
- 29 L'UGTM et la CDT fixent la grève générale au 14 Décembre.

Décembre

- 3 La grève générale du 14 appuyée par la LMDH.
- 5 Un Comité ministériel est mis sur pied pour étudier les revendications salariales et rencontrer le Patronat et les Syndicats. Le Gouvernement invite les organisations professionnelles à renoncer à la grève et à participer à ce comité le 8/12.
- 6 L'UMT appelle à se mobiliser pour « imposer de véritables négociations ».
- 6 La CDT et l'UGTM décident de boycotter la réunion du 8/12 et renouvellent leur appel à la grève.
- 8 L'UMT participe à la réunion du Comité Ministériel.
- 10 La CDT et l'UGTM rejettent les menaces et dénoncent un chômage qui touche 5 millions de personnes.
- Les 5 organisations nationales des Droits de l'Homme proclament la Charte Nationale des Droits de l'Homme.
- 11 Le Premier Ministre annonce une augmentation des salaires et des allocations familiales.
- 13 Faute de réponses concrètes du Gouvernement les syndicats maintiennent la grève.
- 14 Emeutes dans plusieurs villes, Kénitra, Tanger, Tétouan et surtout Fès. 5 morts sont dénombrés officiellement.
- 16 Conférence de presse de la CDT et l'UGTM qui appellent à une nouvelle grève si les revendications ne sont pas satisfaites.
- 17 Les partis politiques demandent la création d'une Commission d'enquête.
- 18 A. Ghallab convoqué devant le Tribunal de Rabat pour publication d'informations « erronées et tendancieuses ». 34 jeunes sont inculpés à Rabat.
- 21 28 personnes sont condamnées à Tanger.
- 24-27 Réunions entre le Gouvernement et les Syndicats.
- 25 40 personnes condamnées à Fès à des peines de 1 à 7 ans de prison.
- Report sine die du procès de A. Ghallab.
- Le Comité de coordination des Droits de l'Homme (PI et USFP) créé une Commission d'enquête.
- 27 Une commission parlementaire d'enquête est constituée.
- 27 Adoption au Conseil des Ministres du projet de Loi du CCDH sur la limitation de la garde à vue (48 h au lieu de 6 jours) et de la détention préventive à 2 mois.
- 28 Le CCDH crée une commission d'enquête sur les incidents de Fès.
- 31 Le Secrétaire Général de l'UGTM de Fes est acquitté.

II. - Gouvernement

Dahir n° 1-90-09 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990) modifiant le dahir n° 1-85-69 du 20 rejev 1405 (11 avril 1985) portant nomination des membres du gouvernement.

ARTICLE PREMIER. - A compter du 19 rejev 1410 (16 février 1990) M. Hassan Abouayoub est nommé ministre du commerce extérieur.

BORM (4042) 18/4/90.

Dahir n° 1-90-93 du 22 hija 1410 (15 juillet 1990) modifiant le dahir n° 1-85-69 du 20 rejev 1405 (11 avril 1985) portant nomination des membres du gouvernement.

ARTICLE PREMIER. - A compter du 22 hija 1410 (15 juillet 1990) M. Abdellatif Filali, ministre des affaires étrangères et de la coopération est nommé ministre d'Etat chargé des affaires étrangères et de la coopération.

BORM (4059) 15/8/90.

Dahir n° 1-90-96 du 23 moharrem 1411 (15 août 1990) modifiant le dahir n° 1-85-69 du 20 rejev 1405 (11 avril 1985) portant nomination des membres du gouvernement.

A DÉCIDÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE PREMIER. - A compter du 8 moharrem 1411 (31 juillet 1990) il est mis fin aux fonctions de :

- M. Mohamed Fettah, ministre de l'énergie et des mines ;
- M. MOUSSA SAADI, ministre du tourisme ;
- M. Moulay Driss Alaoui M'Daghri, secrétaire d'Etat

aux affaires étrangères, chargé des affaires de l'Union du Maghreb Arabe.

ART. 2. - A compter de la même date sont nommés :

- Ministre de l'énergie et des mines :
M. Moulay Driss Alaoui M'Daghri ;
- Ministre chargé des relations avec le parlement et des affaires du Maghreb Arabe :
M. Abdeslam Baraka ;
- Ministre du tourisme :
M. Abdallah Kadiri ;
- Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des affaires de la colonie marocaine à l'étranger :
M. Rafiq Haddaoui.

ART. 3. - Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 23 moharrem 1411 (15 août 1990).

BORM (4062) 5/9/90.

Dahir n° 1-90-97 du 23 moharrem 1411 (15 août 1990) nommant M. Mohamed Fettah directeur général de l'Office chérifien des phosphates.

Vu la Constitution, notamment son article 30, deuxième alinéa ;

Vu le dahir n° 1-72-113 du 6 jomada II 1392 (18 juillet 1972) portant délégation du pouvoir de nomination.

A DÉCIDÉ CE QUI SUIVIT

ARTICLE PREMIER. - M. Mohamed Fettah est nommé directeur général de l'Office chérifien des phosphates à compter du 8 moharrem 1411 (31 juillet 1990).

ART. 2. - Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 23 moharrem 1411 (15 août 1990).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

D' AZZEDINE LARAKI,

BORM (4062) 5/9/90.

III. - Droits de l'homme

Dahir n° 1-90-12 du 24 ramadan 1410 (20 avril 1990)
relatif au conseil consultatif des droits de l'homme.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

EXPOSE DES MOTIFS

La volonté constante de feu Notre père Sa Majesté Mohammed V, que Dieu ait son âme, et de Notre Majesté a été de faire du Maroc un Etat moderne repris de paix intérieure et de paix extérieure, dans la fidélité à l'Islam et à la culture marocaine. Cette volonté est aussi celle de la nation marocaine toute entière.

L'une des exigences les plus impérieuses qu'il implique ce dessin est la réalisation d'un plein Etat de droit. Le Maroc a très largement avancé dans cette voie, par la création d'institutions représentatives procédant d'élections démocratiques, par celle de juridictions civiles, pénales, administratives et constitutionnelles au service de l'Etat, des collectivités, des groupements et des particuliers, par l'édiction de lois et de règlements destinés à assurer la justice et l'ordre.

Dans la réalisation de cette œuvre, les droits de l'homme ont été sans cesse pris en considération. Ces droits procèdent d'exigences

le premier président de la Cour suprême. Le nombre de ses membres et leur répartition en catégories représentatives doivent permettre de faire appel à toutes les compétences et à tous les talents. Il fait place à des représentants des partis politiques, des centrales syndicales, de groupements œuvrant pour les droits de l'homme et à des personnalités particulièrement compétentes. Ainsi les connaissances et les sensibilités les plus diverses concourent à la réalisation de l'œuvre commune.

Ce conseil a des attributions consultatives. Il ne saurait constituer un organisme de décision qui ferait concurrence aux organes administratifs ou judiciaires de l'Etat. Mais le caractère même de ses avis, le fait qu'ils sont destinés au Souverain leur donnent la plus grande importance. Leur publication ajoutera encore à celle-ci.

Le conseil peut être saisi de plusieurs façons. En premier lieu, il appartient au Souverain de demander au conseil l'examen de tel ou tel problème général ou particulier sur lequel il a besoin d'être éclairé. Mais, en outre, le conseil peut spontanément, à la majorité des deux tiers de ses membres, se saisir de telle ou telle question sur laquelle il entend appeler la Haute Attention de Notre Majesté.

Il va de soi que les divers organismes judiciaires ou administratifs devront prêter au conseil tous les concours qui sont en leurs pouvoirs.

Ainsi, l'institution nouvelle fera-t-elle faire de nouveaux progrès à l'Etat de droit, selon la volonté commune du Souverain et de la nation marocaine.

Par ces motifs,
Notre Majesté Chérifienne,
Vu l'article 19 de la Constitution,

A DECIDE CE QUI SUIT

ARTICLE PREMIER. - Il est institué auprès de Notre Majesté un conseil consultatif des droits de l'homme.

Son rôle est d'assister Notre Majesté pour toutes les questions qui concernent les droits de l'homme.

ART. 2. - Le conseil consultatif des droits de l'homme, présidé par le premier président de la Cour suprême, comprend :

- A) Les ministres :
- de la justice ;
 - des affaires étrangères et de la coopération ;
 - de l'intérieur ;
 - des habous et des affaires islamiques.
- B) Un représentant de chacune des organisations suivantes :
- les partis politiques ;
 - les centrales syndicales ;
 - les associations des droits de l'homme ;
 - l'amicale des magistrats du Maroc ;
 - l'association des barreaux du Maroc ;
 - le corps professoral universitaire ;
 - l'Ordre national des médecins.

C) Des personnalités choisies en raison de leur compétence en matière des droits de l'homme et de leur haute moralité.

ART. 3. - Les membres du conseil appartenant aux catégories B) et C) ci-dessus sont nommés par dahir pour une période de 2 ans renouvelable.

Ceux représentant les partis politiques, les centrales syndicales, les associations des droits de l'homme, l'association des barreaux du Maroc et l'Ordre national des médecins le sont sur une liste de 3 noms présentée par chaque organisation concernée.

ART. 4. - Le secrétariat du conseil est assuré par un secrétaire général nommé par dahir parmi les membres du conseil.

Ceux convergents qui sont à la fois celles de l'Islam, de la tradition marocaine, de la société internationale qui les a consacrés par des déclarations et des conventions.

L'application de la législation en vigueur, l'action des institutions représentatives, les recours offerts par l'appareil judiciaire ont largement assuré la réalisation de cet idéal.

Cependant, comme le prouve l'exemple de bien d'autres pays, les moyens ainsi mis en œuvre au service des droits de l'homme peuvent, à la suite d'abus ou d'erreurs inhérents à la nature humaine ou par suite de lacunes juridiques non encore comblées, ne pas être suffisants pour assurer une réalisation parfaite des buts poursuivis.

C'est pour tenir en échec ces insuffisances et pour assurer, au plus haut degré, le respect des droits de l'homme, qu'il convient de créer un organe spécialisé dans leur protection.

Le conseil consultatif des droits de l'homme, créé par le présent dahir, est placé directement auprès de Notre Majesté et sous Notre autorité. Cette situation est destinée tout à la fois à lui assurer le plus grand prestige et à permettre à l'Autorité Souveraine l'information la plus rapide.

La composition du conseil est significative de l'importance de son rôle et est garante de son efficacité. Il est présidé par le magistrat qui se trouve à la tête de la plus haute juridiction de notre Royaume,

ART. 5. - Le conseil est réuni en tant que de besoin et au moins deux fois par an. Il est convoqué par son président, soit à son initiative, soit à la demande de Notre Majesté.

Il peut désigner certains de ses membres pour constituer des groupes de travail chargés d'étudier des questions spécifiques et de lui présenter toutes recommandations utiles.

Le conseil ou les groupes de travail peuvent, s'ils l'estiment utile, entendre ou consulter des personnalités ayant une compétence particulière en matière de droits de l'homme.

ART. 6. - Le conseil est saisi par son président des questions sur lesquelles Notre Majesté désire le consulter.

A la majorité des deux tiers des membres le composant, le conseil peut se saisir, de sa propre initiative, de questions sur lesquelles il estime utile d'informer Notre Majesté.

ART. 7. - Les avis du conseil et de ses groupes de travail peuvent être publiés sur les instructions de Notre Majesté.

ART. 8. - Les juridictions et les administrations apportent au conseil spontanément ou sur la demande de celui-ci, tous les concours nécessaires.

ART. 9. - Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 24 ramadan 1410 (20 avril 1990).

Pour contresigner ;
Le Premier ministre,
D' AZEJJEDINE LARAKI

Les personnalités composant le Conseil

PRÉSIDENT

- Mohamed Larbi El Majboud : Premier président de la Cour Suprême

MEMBRES

1) Les ministres

- Moulay Mustapha Bel Arbi El Alaoui : Ministre de la Justice
- Abdellatif Filali : Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
- Driss Basri : Ministre de l'intérieur et de l'information
- Abdelkébir Mdaghri Alaoui : Ministre des Habous et des affaires islamiques

2) Conseiller de Sa Majesté le Roi

- Ahmed Réda Guedira : Conseiller de Sa Majesté le Roi

3) Partis politiques

- Mohamed Ziane : U.C.
- Ahmed Laasky : R.N.I.
- Messaoud Mansouri : M.P.
- Fayçal Khatib : P.I.
- Mohamed Bouzoubaâ : U.S.F.P.
- Lahcen Gaboun : P.N.D.
- Thami Khyari : P.P.S.
- Mohamed Chnouki : U.N.F.P.
- Mahjoubi Ahardane : Ancien membre de l'Armée de libération
- Abdeslam Jebli : Ancien résistant

4) Centrales syndicales

- Hachemi Bennani : U.M.T.
- Abderrazak Afilal : U.G.T.M.
- Mohamed Hatimi : Union des Syndicats Populaires
- Abdelmajid Bouzoubaâ : C.D.T.

5) Associations des droits de l'homme

- Ahmed Benammou : Ligue Marocaine pour la Défense des Droits de l'Homme.
- Mohamed Seddiki : Organisation Marocaine des Droits de l'Homme

6) Amicales des magistrats

- Mohamed Bouziane : Président de Chambre à la Cour suprême pour l'Amicale des Magistrats

7) Association des barreaux

- Mustapha Raïssouni : Association des barreaux du Maroc

8) Corps professoral universitaire

- Mohamed Jalal Essaïd : Professeur universitaire
- Abdellah Laroui : Professeur universitaire et Historien
- Labbib Malki : Professeur universitaire
- Allal Sinaceur : Professeur universitaire

9) Ordre national des médecins

- Abderrazak Gannoun : Médecin

10) Autres personnalités

- Maxime Azoulay : Président de la Chambre administrative à la Cour Suprême
- Abdelhadi Boutaleb : Directeur général de l'ISESCO
- Ahmed Afzaz : Président du Conseil des Oulama d'Oujda
- Abdellah Guercifi : Président du Conseil des Oulama d'Agadir
- Ahmed Fizazi : Ex-walli de Sa Majesté le Roi
- Khatri Ould Sidi Said Joumani : Membre du Conseil Consultatif Spécial pour les Affaires du Sahara
- Mohamed Mikou : Ex-Secrétaire Général de l'Organisation des ministres arabes de la justice
- Albert Sasson : Représentant la Communauté Israélite Marocaine à Paris et Directeur de Cabinet du Directeur Général de l'UNESCO.

IV. - Privatisation

Décret n° 2-90-402 du 25 rebia 1 1411 (16 octobre 1990) pris sur le fondement de l'habilitation prévue par l'article 5 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution, notamment son article 44 ;

Vu la loi n° 39-89 autorisant le transfert des entreprises publiques au secteur privé promulguée par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990), notamment son article 5 ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 25 rebia 1 1411 (16 octobre 1990),

DECRETE :

Chapitre premier

Des règles d'évaluation et de l'organisme d'évaluation

ARTICLE PREMIER. - *Prelablement à leur transfert, les participations et établissements visés à l'article premier de la loi n° 39-89 susvisée font l'objet d'une évaluation dans les conditions prévues ci-dessous.*

L'évaluation est effectuée selon les méthodes objectives généralement retenues en matière de cession totale ou partielle d'entreprise, en prenant en considération, suivant les spécificités propres à chaque cas, notamment la valeur des actifs, la valeur substantielle, les bénéfices réalisés, la valeur boursière des actions, l'existence de filiales et les perspectives d'avenir.

ART. 2. - L'organisme d'évaluation prévu à l'article 5 (1) de la loi n° 39-89 précitée est composé de sept membres dont un président et un vice-président. Ils sont tous nommés dans les mêmes formes que les membres de la commission des transferts prévues à l'article 2 de la loi n° 39-89 précitée.

En cas d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, d'un membre de l'organisme d'évaluation, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes.

L'organisme d'évaluation désigne parmi ses membres un ou plusieurs rapporteurs.

L'organisme d'évaluation peut faire appel, à titre consultatif, à toute personne dont le concours lui apparaît utile.

ART. 3. - L'organisme d'évaluation fixe, après avoir pris connaissance du rapport d'évaluation dont il est saisi par le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts, le prix d'offre de la participation ou de l'établissement. A cet effet, il peut ordonner toute expertise et se faire communiquer toutes pièces, documents ou études utiles à l'accomplissement de sa mission.

Le prix d'offre est communiqué au ministre chargé de la mise en œuvre des transferts, dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de la communication audit organisme du rapport d'évaluation précité.

ART. 4. - L'organisme d'évaluation ne peut délibérer valablement que si cinq au moins de ses membres sont présents. Ses décisions sont prises à la majorité des voix des membres le composant.

Les délibérations de l'organisme d'évaluation sont consignées dans un procès-verbal.

ART. 5. - Les dépenses afférentes à la réalisation des missions de l'organisme d'évaluation sont inscrites au budget de l'Etat.

ART. 6. - Les membres de l'organisme d'évaluation sont tenus au secret professionnel pour toutes les affaires dont ils ont à connaître à l'occasion de leurs travaux.

ART. 7. - Durant l'exercice de ses fonctions et pendant une période de cinq ans à compter de la cessation de ses fonctions, aucun membre de l'organisme d'évaluation ne peut acquérir des actions, parts ou éléments d'actifs d'une société ou établissement objet du transfert, d'une société cessionnaire d'actions, parts ou éléments d'actifs de la société ou l'établissement précités, d'une filiale ou d'une société mère de ladite société cessionnaire.

Cette interdiction s'étend aux conjoints et descendants à charge des membres de l'organisme d'évaluation.

Chapitre II

De l'accès de nouvelles catégories sociales à la propriété des entreprises, du développement et du renforcement des économies régionales et de la lutte contre l'accaparement

ART. 8. - Le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts peut user de la faculté qui lui est reconnue par l'article 6 de la loi n° 39-89 précitée, pour décider qu'aucune personne physique ou morale ne peut acquérir un nombre d'actions ou de parts au-delà d'un certain pourcentage des participations faisant l'objet de transfert au secteur privé.

La décision du ministre chargé de la mise en œuvre des transferts est publiée au « Bulletin officiel ».

ART. 9. - Aucune demande d'acquisition de participations ou d'établissements visés à l'article premier de la loi n° 39-89 précitée ne peut être retenue par le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts, si elle a pour conséquence de créer une situation d'accaparement au profit d'une personne ou d'un groupe de personnes.

ART. 10. - En vue d'assurer le développement et le renforcement des économies régionales, la priorité d'acquisition de participations publiques dans certaines sociétés désignées par décret pris sur proposition du ministre chargé de la mise en œuvre des transferts et après avis de l'organisme d'évaluation est réservée :

- 1 - aux personnes physiques résidentes, nées ou exerçant une activité économique dans la préfecture ou province où se trouve le ou les centres d'activité de la société dans laquelle existent les participations publiques objet du transfert ;
- 2 - aux personnes physiques, de nationalité marocaine, résidant à l'étranger, natives de ladite préfecture ou province ;
- 3 - aux sociétés ayant pour objectif le développement de l'économie régionale, dont le siège social est situé dans ladite préfecture ou province et dont plus de la moitié du capital social est détenue par des personnes physiques visées aux paragraphes (1) et (2) ci-dessus ;
- 4 - aux coopératives ayant leur siège social dans la préfecture ou province précitée.

A cet effet, il sera procédé à un appel d'offres restreint auquel seules peuvent soumissionner les personnes physiques et morales appartenant aux catégories ci-dessus désignées.

Si à l'expiration d'un délai de deux mois courant à compter de la date de publication de l'avis de l'appel d'offres retenu, celui-ci demeure infructueux, les participations concernées seront cédées dans les conditions générales prévues par le présent décret.

ART 11. — Lorsque s'agit de transfert de participations publiques détenues dans les sociétés de commercialisation de coton, de graines oléagineuses ou de semences sélectionnées ou dans les sociétés de transformation de plantes sucrées, de fruits et légumes ou d'épave de coton, la priorité d'acquisition desdites participations est réservée aux coopératives agricoles regroupant les agriculteurs qui livrent leur récolte desdits produits à l'unité de commercialisation ou de transformation des sociétés précitées.

A cet effet, il sera procédé à un appel d'offre restreint auquel seules peuvent soumissionner les coopératives désignées à l'alinéa ci-dessus.

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 10 ci-dessus sont applicables aux transferts visés au présent article.

Chapitre III

Des modalités

juridiques et financières des transferts

Section première — Des modalités juridiques

§1 — De la cession par les mécanismes du marché financier

ART 12. — La cession par les mécanismes du marché financier peut intervenir, dans les conditions prévues ci-dessous, soit par l'offre de vente des actions à la Bourse des valeurs de Casablanca, soit par offre publique de vente à prix fixe, soit en combinant ces deux procédures.

ART 13. — Les actions devant être transférées par voie boursière font l'objet d'une introduction à la Bourse des valeurs de Casablanca par le décret visé à l'article 3 de la loi n° 39-89 précitée. L'introduction, l'inscription et la première cotation desdites actions, qui doit être égale au prix d'offre fixé par l'organisme d'évaluation, sont réalisées par le directeur de la Bourse des valeurs de Casablanca selon les prescriptions dudit décret, nonobstant toutes dispositions contraires.

ART 14. — La cession des actions par offre publique de vente à prix fixe est décidée par le décret visé à l'article 3 de la loi n° 39-89 précitée. Ce prix doit être égal au prix d'offre fixé par l'organisme d'évaluation.

L'acquisition par le public des actions visées au premier alinéa du présent article a lieu auprès des organismes financiers et bancaires, dont la liste sera fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de la mise en œuvre des transferts et du ministre des finances ainsi qu'auprès des établissements postaux et des services de la Trésorerie générale.

§2 — De la cession par appel d'offres

ART 15. — Lorsqu'il a été retenu pour le transfert d'une partie ou de la totalité des participations ou d'un établissement de recourir à un appel d'offres restreint ou ouvert, le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts publie un avis au « Bulletin officiel » (édition des annonces légales, judiciaires et administratives) et par voie de presse précisant, notamment :

- s'il s'agit de transfert de participations : le pourcentage de la participation devant être transféré, la ou les personne(s) publique(s) qui en sont propriétaires, la société concernée, son siège social, son objet et son activité, le prix d'offre minimum qui doit être égal au prix d'offre fixé par l'organisme d'évaluation, le délai imparti aux intéressés pour faire connaître leurs offres et les conditions particulières de la cession ;

- s'il s'agit de transfert d'établissement : le nom, l'objet et le siège de l'établissement, la personne publique qui en est propriétaire, le prix d'offre minimum qui doit être égal au prix d'offre fixé par l'organisme d'évaluation, le délai imparti aux intéressés pour faire connaître leurs offres et les conditions particulières de la cession.

En outre, il sera mis à la disposition des intéressés, au ministère chargé de la mise en œuvre des transferts, un document d'information sur la société ou l'établissement concerné, comprenant, notamment, les comptes de l'entreprise pour les trois derniers exercices.

ART 16. — Les offres d'acquisition des participations ou établissements doivent être adressées au ministre chargé de la mise en œuvre des transferts, par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai fixé par l'avis prévu à l'article précédent.

L'ouverture des plis et l'examen des offres sont effectués par la commission des transferts, saisie à cette fin par le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts.

Est retenue l'offre du soumissionnaire le plus offrant.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, un procès-verbal est établi et transmis au Premier ministre.

La cession est réalisée par le décret visé à l'article 3 de la loi n° 39-89 précitée. Ce décret doit être notifié au soumissionnaire retenu dans un délai de deux mois courant à compter de la date d'ouverture des plis.

Le décret visé à l'alinéa précédent opère transfert de la propriété des participations ou de l'établissement au profit du soumissionnaire retenu.

ART 17. — En cas de défaillance du soumissionnaire retenu, il sera procédé de nouveau au transfert des participations ou établissements concernés par l'une ou plusieurs des procédures de transfert prévues par le présent décret.

§3 — De l'attribution directe

ART 18. — Les participations et établissements susceptibles de faire l'objet d'une attribution directe conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi n° 39-89 précitée, sont désignés par décret pris sur proposition du ministre chargé de la mise en œuvre des transferts et après avis conforme de la commission des transferts.

Ce décret énonce :

- s'il s'agit de transfert de participations : le pourcentage de la participation devant être transféré, la ou les personne(s) publique(s) qui en sont propriétaires, la société concernée, son siège social, son objet et son activité ;
- s'il s'agit de transfert d'établissement : le nom, l'objet, le siège de l'établissement et la personne publique qui en est propriétaire.

En outre, il sera mis à la disposition des intéressés, au ministère chargé de la mise en œuvre des transferts, un document d'information sur la société ou l'établissement concerné comprenant, notamment, les comptes de l'entreprise pour les trois derniers exercices.

ART 19. — La proposition d'attribution directe prévue par le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi n° 39-89 précitée est soumise par le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts, pour avis conforme, à la commission des transferts sur la base d'un rapport exposant les propositions faites par le ou les candidat(s) à l'attribution directe et les motifs pour lesquels l'une de ces propositions lui apparaît de nature à permettre la réalisation d'un ou de plusieurs des objectifs visés par l'article 5 (2) de la loi n° 39-89 précitée.

Lorsque la commission des transferts donne un avis favorable à la proposition dont elle est saisie, un contrat de cession sous condition suspensive de l'intervention du décret visé au deuxième alinéa de l'article 4 de la loi n° 39-89 précitée est établi entre le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts et l'attributaire pour déterminer les droits et obligations de ce dernier ainsi que les sanctions applicables en cas de manquement aux engagements pris par lui. Le contrat détermine en outre le délai de validité de l'offre de l'attributaire.

Le contrat de cession devient exécutoire dès notification à l'attributaire du décret visé au deuxième alinéa de l'article 4 de la loi n° 39-89 précitée.

L'avis conforme de la commission des transferts est publié conjointement au décret précité.

Section II - Des modalités financières des transferts et des conditions de paiement

ART. 20. - Les transferts visés à l'article premier de la loi n° 39-89 précitée s'effectuent par vente d'établissements hôteliers, par cession d'actions et parts ou par cession d'éléments d'actifs susceptibles de constituer une activité autonome.

ART. 21. - Les cessions réalisées en application de la loi n° 39-89 précitée donnent lieu à paiement comptant.

Section III - Du régime fiscal applicable aux opérations de transfert

ART. 22. - Les opérations de transfert décidées en application de la loi n° 39-89 précitée sont exonérées de tout droit d'enregistrement et de timbre.

Chapitre IV

Dispositions diverses

ART. 23. - En cas de non-respect par l'acquéreur de ses obligations, et sauf circonstances exceptionnelles, le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts prononce, après avis de la commission des transferts, la déchéance du droit aux exonérations fiscales prévues à l'article 22 du présent décret.

A cet effet, il sera réclamé au contrevenant, outre le remboursement des droits d'enregistrement et de timbre qui auraient dû être normalement exigibles, une pénalité égale à 100% du montant desdits droits, avec un minimum de perception de 100.000 DH (Cent mille dirhams), majorés de la pénalité de recouvrement prévue à l'article 40 ter du code de l'enregistrement, calculée à l'expiration du délai d'un mois courant à compter de la date de l'acte d'acquisition.

ART. 24. - Le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts des entreprises publiques au secteur privé et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel* et soumis à la ratification de la Chambre des représentants.

Fait à Rabat, le 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990).

D' AZZEDDINE LARAKI.

Pour contreseing :

Le ministre chargé
de la mise en œuvre des transferts
des entreprises publiques
au secteur privé,

MOULAY ZINE ZAMIDI

Le ministre des finances,

MOHAMED BERRADA.

Décret n° 2-90-403 du 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990) relatif aux pouvoirs du ministre chargé de la mise en œuvre des transferts des entreprises publiques au secteur privé.

LE PREMIER MINISTRE.

Vu l'article 2 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé promulgué par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990) ;

Vu le décret n° 2-90-402 du 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990) pris sur le fondement de l'habilitation prévue par l'article 5 de la loi n° 39-89 précitée ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990),

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. - Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 39-89 susvisée, le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts assure la mise en œuvre des transferts d'entreprises publiques au secteur privé et les opérations qui en sont le complément ou l'accompagnement nécessaire.

A cet effet, il est chargé notamment :

- de presider et de convoquer la commission des transferts et de fixer son ordre du jour ;
- d'établir le programme des transferts et de fixer le calendrier de leur réalisation ;
- de requérir des dirigeants des sociétés et établissements, objet du transfert, la communication de tous documents, études, renseignements ou informations ainsi que toutes propositions utiles à l'accomplissement des opérations de transfert ;
- de l'évaluation préalable des participations et établissements à transférer par des experts qu'il choisit directement par dérogation aux dispositions de la réglementation en vigueur relative à la passation des marchés de travaux, fournitures ou services au compte de l'Etat ;
- de décider, à l'occasion de transferts de participations du secteur public au secteur privé, qu'aucune personne physique ou morale ne peut acquérir un nombre de titres ou de parts au-delà d'un certain pourcentage ;
- de fixer, par décision, à l'occasion de transferts de participations du secteur public au secteur privé, le montant maximum de titres ou de parts que peuvent acquérir des personnes physiques ou morales étrangères ou sous contrôle étranger ;
- de proposer au Premier ministre, après avis conforme de la commission des transferts, des transferts par attribution directe ;
- de proposer au Premier ministre, aux fins de décision, les opérations ayant pour objet de réaliser les transferts ;
- de fixer, par arrêté pris conjointement avec le ministre des finances, la liste des organismes bancaires et financiers chargés de placer les actions à céder par offre publique de vente à prix fixe ;
- de signer le contrat visé à l'article 19 du décret n° 2-90-402 susvisé du 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990) ;
- de prononcer, par décision, après avis de la commission des transferts, les sanctions visées à l'article 23 du décret n° 2-90-402 précité du 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990) ;

- de proposer, à l'autorisation du Premier ministre, la création d'entreprises publiques, à l'exception de celles dont la création relève de la loi, la création de filiale ou de sous-filiale d'entreprise publique, la prise de participation d'une entreprise publique dans une entreprise privée.

ART. 2. - Le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts des entreprises publiques au secteur privé est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990).

D' AZEZZOUNE LARAKI

Pour contreseing :

Le ministre chargé
de la mise en œuvre des transferts
des entreprises publiques
au secteur privé,
MOULAY ZINE ZAHIDI

Décret n° 2-90-578 du 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990) fixant les conditions de fonctionnement de la commission des transferts prévue à l'article 2 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé.

LE PREMIER MINISTRE.

Vu le dernier alinéa de l'article 2 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé promulguée par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990) ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990).

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. - La commission des transferts visée à l'article 2 de la loi n° 39-89 susvisée, se réunit sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour de ses réunions.

ART. 2. - La commission des transferts délibère à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix celle de son président est prépondérante.

La commission ne peut valablement délibérer qu'en présence de son président et trois au moins de ses membres.

ART. 3. - Conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article 2 de la loi n° 39-89 précitée, la commission des transferts peut faire appel à titre temporaire ou permanent, à titre d'experts consultants, à toute personnalité ou organisme dont le concours lui apparaît utile. Elle consulte en outre le ministre dont relève le secteur dans lequel s'exerce l'activité de la société ou l'établissement objet du transfert.

ART. 4. - En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, d'un membre de la commission, il est procédé à son remplacement dans les formes prévues à l'article 2 de la loi n° 39-89 précitée.

ART. 5. - La commission désigne en son sein un rapporteur qui établit le procès-verbal de la réunion. Ce procès-verbal est adressé à chacun des membres.

ART. 6. - Le secrétaire de la commission des transferts est assuré par les services du ministre chargé de la mise en œuvre des transferts.

Le secrétaire assure la préparation des dossiers des opérations des transferts.

ART. 7. - Le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts des entreprises publiques au secteur privé est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990).

D' AZEZZOUNE LARAKI

Pour contreseing :

Le ministre chargé
de la mise en œuvre des transferts
des entreprises publiques
au secteur privé,
MOULAY ZINE ZAHIDI

Décret n° 2-90-577 du 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990) pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé.

LE PREMIER MINISTRE.

Vu l'article 7 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé promulguée par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990) ;

Vu le décret n° 2-90-402 du 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990) pris sur le fondement de l'habilitation prévue par l'article 5 de la loi n° 39-89 susvisée ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990).

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. - A l'occasion de la cession de participations ou d'établissements visés à l'article premier de la loi n° 39-89 susvisée, le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts peut décider, après avis de la commission des transferts visée à l'article 2 de la loi n° 39-89 précitée, qu'une part en sera réservée aux salariés de la société ou de l'établissement objet du transfert, qui y justifient d'une ancienneté d'au moins une année.

La part ainsi réservée aux salariés ne peut dépasser :

- lorsqu'il s'agit de cession de participations : 20% de ces dernières dans la limite de 10% du capital social de la société ;
- lorsqu'il s'agit de cession d'établissement : 10% de la valeur de ce dernier.

ART. 2. - Pour l'acquisition de la part qui leur est réservée conformément aux dispositions de l'article premier ci-dessus, les salariés bénéficient d'un rabais maximum de 15% sur le prix de cession.

ART. 3. - Le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts peut décider qu'aucun salarié ne pourra acquérir un nombre d'actions ou de parts au-delà d'un certain pourcentage de la part réservée aux salariés.

ART. 4. - Les actions et les parts acquises par les salariés en vertu du présent décret ne peuvent être cédées avant trois ans à compter de la date de leur acquisition.

En cas de cession des actions ou des parts avant l'expiration du délai prévu ci-dessus, le salarié est tenu de rembourser le montant du rabais consenti.

ART. 5. - Pour l'application des dispositions du présent décret, le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts saisit le représentant légal de la société ou le propriétaire de l'établissement concerné afin de recueillir les demandes des salariés désireux d'acquiescer la part qui leur est réservée en vertu de l'article premier ci-dessus, et ce, dans le délai qu'il fixera à cet effet.

ART. 6. - Le ministre chargé de la mise en œuvre des transferts des entreprises publiques au secteur privé et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 25 rebia I 1411 (16 octobre 1990).

D' AZEZZOUNE LARAKI

Pour contreseing :

Le ministre chargé
de la mise en œuvre des transferts
des entreprises publiques
au secteur privé,
MOULAY ZINE ZAHIDI

Le ministre des finances,

MOHAMED BERRADA

BORM (4068) 17/10/90

V. - Statistiques

A. Données chiffrées sur l'économie marocaine en 1990

1. - Produit Intérieur Brut

1.1. - Evolution du produit intérieur brut
(Prix courants)

En millions de dirhams	1987*	1988*	1989*	1990**
Activités primaires	23.992	30.940	31.230	32.414
Agriculture, sylviculture et pêche	23.992	30.940	31.230	32.414
Activités secondaires	51.511	60.588	64.008	71.188
Industrie extractive	3.992	5.243	4.925	5.607
Energie et eau ⁽¹⁾	11.528	14.237	14.144	15.074
Industrie manufacturière	28.587	31.969	34.582	39.089
Bâtiment et travaux publics	7.394	9.139	10.357	11.418
Activités tertiaires	65.035	69.047	71.994	79.468
Transports et communications	10.510	12.030	12.700	13.794
Autres services ⁽²⁾	20.098	21.747	22.753	24.084
Commerce ³	34.427	35.270	36.541	41.590
Production intérieure brute	140.538	160.575	167.232	183.070
Administrations publiques	17.818	19.906	22.778	25.643
Produit intérieur brut	158.356	180.481	190.010	208.713

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(3) Commerce et droits et taxes sur importations nets des subventions.

(*) Chiffres rectifiés

(**) Chiffres estimés.

Source : Ministère du plan

*1.2. - Evolution du produit intérieur brut
(Prix du marché de l'année 1980)*

En millions de dirhams	1987 *	1988 *	1989 *	1990**
Activités primaires	15.219	19.872	19.496	18.911
Agriculture, sylviculture et pêche	15.219	19.872	19.496	18.911
Activités secondaires	26.962	29.331	29.016	31.149
Industrie extractive	3.475	3.893	3.134	3.604
Energie et eau ⁽¹⁾	3.131	3.358	3.485	3.661
Industrie manufacturière	16.174	17.307	17.315	18.700
Bâtiment et travaux publics	4.182	4.773	5.082	5.184
Activités tertiaires	34.911	36.868	38.092	39.793
Transports et communications	5.116	5.308	5.378	5.566
Autres services ⁽²⁾	11.424	12.063	12.245	12.735
Commerce ⁽³⁾	18.371	19.497	20.469	21.492
Production intérieure brute	77.092	86.071	86.604	89.853
Administrations publiques	15.031	15.521	16.260	16.748
Produit intérieur brut	92.123	101.592	102.864	106.601

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(3) Commerce et droits et taxes sur importations nets des subventions.

(*) Chiffres rectifiés.

(**) Chiffres estimés.

Source : Ministère du plan

2. - Compte de biens et services (Prix courants)

En millions de dirhams	1988*	1989*	1990**
RESSOURCES			
Revenu national brut disponible	184.862	192.884	217.213
(-) Revenus nets de l'extérieur	4.381	2.874	8.500
Produit intérieur brut	180.481	190.010	208.713
Déficit en ressources	56	8.355	11.026
Importations de biens et services non facteurs	44.932	52.320	62.784
Exportations de biens et services non facteurs	44.876	43.965	51.758
Total des ressources disponibles	180.537	198.365	219.739
EMPLOIS			
Consommation totale	141.982	152.574	167.535
Consommation finale privée	113.937	121.938	134.755
Consommation publique	28.045	30.636	32.780
Investissements	38.555	46.791	52.204
Formation brute de capital fixe	37.236	43.708	50.084
Variation des stocks	1.319	2.083	2.120
Total des emplois	180.537	198.365	219.739

(*) Chiffres rectifiés.

(**) Chiffres estimés.

Source : Ministère du plan

3. - Investissements et épargne (Prix courants)

En millions de dirhams	1988*	1989*	1990**
Epargne nationale brute	42.880	40.310	49.678
Transferts nets en capital reçus du reste du monde	228	174	-
Besoin de financement	-	5.307	2.526
Total des ressources	43.108	45.791	52.204
Formation brute de capital fixe	37.236	43.708	50.084
Variation des stocks	1.319	2.083	2.120
Capacité de financement	4.553	-	-
Total des emplois	43.108	45.791	52.204

(*) Chiffres rectifiés.

(**) Chiffres estimés.

Source : Ministère du plan

4. - Agriculture

4.1. - Evolution des superficies, des récoltes et des rendements des céréales principales

En milliers d'hectares, en milliers de quintaux et en quintaux à l'hectare	1988 - 1989			1989 - 1990		
	Superficie	Production	Rendement	Superficie	Production	Rendement
Blé tendre	1.460	21.604	14,8	1.470	19.972	13,6
Blé dur	1.170	17.665	15,1	1.250	16.167	12,9
Orge	2.400	29.986	12,5	2.415	21.376	8,9
Maïs	405	4.028	9,9	375	4.356	11,6
Total	5.435	73.283	13,5	5.510	61.871	11,2

Source : Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire

4.2. - Commercialisation officielle des céréales

En milliers de quintaux	Juin 1988 à mai 1989 *	Juin 1989 à mai 1990	Juin à décembre 1990
Blé tendre	9.313	10.148	5.909
Blé dur	516	653	547
Orge	924	908	355
Maïs	784	1.146	577
Total	11.537	12.855	7.388

(*) Chiffres rectifiés

Source : Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses

4.3. – Evolution des superficies, des récoltes et des rendements des légumineuses

En milliers d'hectares, en milliers de quintaux et en quintaux à l'hectare	1988 - 1989			1989 - 1990		
	Superficie	Production	Rendement	Superficie	Production	Rendement
Fèves	212	1.662	7,8	224	1.341	6
Pois chiches	62	437	7	77	589	7,6
Petits pois	51	388	7,6	70	633	9
Lentilles	58	223	3,8	57	331	5,8
Divers	106	746	7	75	475	6,3
Total	489	3.456	7,1	503	3.369	6,7

Source : Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire

4.4. – Exportation de primeurs

En milliers de tonnes	Oct. 1987 - Sept. 1988		Oct. 1988 - Sept. 1989		Oct. 1989 - Sept. 1990	
	France	Total	France	Total	France	Total
Tomates	79	89	79	105	73	91
Pommes de terre	46	47	80	99	57	61
Autres légumes	7	8	8	9	8	10
Total	132	144	167	213	138	162

Source : Etablissement autonome de contrôle et de coordination des exportations.

4.5. - Production et exportation d'agrumes

En milliers de tonnes	Oct.87 à Juil.88			Oct.88 à Juil.89			Oct.89 à Juil.90		
	Production	Exportations		Production	Exportations		Production	Exportations	
		CEE	Total		CEE	Total		CEE	Total
Oranges	893	335	440	1.018	354	452	787	247	316
Clémentines	300	77	136	420	110	184	225	61	109
Divers	60	3	5	30	5	7	50	9	11
Total	1.253	415	581	1.468	469	643	1.062	317	436

Source : Etablissement autonome de contrôle et de coordination des exportations.

5. - Evolution de la production et des exportations des principaux produits miniers

En milliers de tonnes	Production			Exportations		
	1988	1989*	1990**	1988	1989*	1990**
Anthracite	636,7	504,3	526	8,9	2,3	-
Pétrole brut	19,9	12	15,3	-	-	-
Indice d'extraction⁽¹⁾ (base 100 en 1982)	133,3	102,3	118	-	-	-
Phosphates secs	25.014	18.067	21.364	14.260	12.426	11.672
Barytine	321,6	403,2	350	391,5	386,8	349
Minerai de fer	156,4	176,1	147,5	88,2	86,9	65,1
Minerai de plomb	100	91,6	95,3	38,2	31,7	30,8
Manganèse chimique	30	33,7	43,8	47,7	43,2	36,3
Minerai de cuivre	38	41,8	42,1	38,4	42,3	39,1
Fluorine	100,5	105	86,5	89,6	108,3	81,4
Minerai de zinc	21,4	36,4	35,4	21,6	35,3	38,2

(1) Cet indice ne concerne que les produits miniers. Les substances à usage énergétique telles que l'anthracite et le pétrole sont comprises dans l'indice de l'énergie.

(*) Chiffres rectifiés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'énergie et des mines

6. - Energie

6.1. Evolution des indices de la production d'énergie

(Base 100 en 1982)	1987	1988	1989*	1990**	$\frac{1990}{1989}$ %
Indice général	116,5	124,2	132	139	5,3
- Charbon	86,3	86,6	68,6	71,6	4,3
- Pétrole raffiné	103,5	114,9	122,5	127,8	4,3
- Electricité	132,4	137,9	149,5	158,5	6

(*) Chiffres rectifiés.

(**) Chiffres estimés.

Source : Ministère du plan

6.2. - Evolution de la production d'énergie

	Unités	1987	1988	1989*	1990**	$\frac{1990}{1989}$ %
Production d'antracite	1.000 t	634,2	636,7	504,3	526	4,3
Production de pétrole brut	1.000 t	18,3	19,9	12	15,3	27,5
Production de gaz naturel	million m ³	73,7	83,3	61,6	56	-9,2
Production nette						
- d'énergie électrique	Mkw/h	7.463,6	8.326,2	8.507,3	9.100	7
- origine hydraulique	Mkw/h	805,7	915,1	1.035,7	1.092	5,4
- origine thermique	Mkw/h	6.657,9	7.411,1	7.471,6	8.008	7,2

(*) Chiffres rectifiés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'énergie et des mines
Office national de l'électricité

6.3. – Evolution de la balance énergétique

En milliers de "tonnes équivalent pétrole" (T.E.P.)	1988		1989*		1990**	
	Total	%	Total	%	Total	%
Consommation						
- Charbon	1.029	17,8	1.143	18,1	1.104	17
- Produits pétroliers ⁽¹⁾	4.460	77	4.821	76,4	5.027	77,4
- Gaz naturel	63	1	47	0,7	43	0,7
- Electricité hydraulique ..	243	4,2	301	4,8	317	4,9
Total	5.795	100	6.312	100	6.491	100
Dont fournis localement:						
- Anthracite	324	50	282	43,9	295	44
- Pétrole et gaz naturel ...	82	12,6	59	9,2	58	8,7
- Electricité hydraulique ...	243	37,4	301	46,9	317	47,3
Total	649	100	642	100	670	100
Deficit énergétique	5.146		5.670		5.821	
- En pourcentage de la consommation globale ..		88,8		89,8		89,7

(*) Chiffres rectifiés.

(**) Chiffres provisoires.

(1) A l'exclusion des produits pétroliers non énergétiques (bitumes, lubrifiants).

Source : Ministère de l'énergie et des mines

6.4. - Evolution de la consommation d'énergie

	1988	1989*	1990**	$\frac{1990}{1989}$ %
Produits pétroliers				
- Produits blancs (1 000 m ³)	2.609	2.698	2.941	9
- Essence ordinaire	135	131	127	-3,1
- Essence super	363	381	399	4,7
- Pétrole lampant	63	59	60	1,7
- Carburacteur	271	267	315	18
- Gazole	1.777	1.860	2.040	9,7
- Produits noirs (1.000 t)				
- Fuel-oil ⁽¹⁾	1.820	2.045	2.002	-2,1
- Gaz liquéfiés (1.000 t)	497	542	585	7,9
- Butane	459	497	535	7,6
- Propane	38	45	50	11,1
Electricité (millions kwh)	7.516	7.642	8.170	6,9
Charbon (1.000 t) ⁽¹⁾				
- Anthracite	579	491	528	7,5
- Charbon importé	1.068	1.304	1.226	-6

(*) Chiffres rectifiés.

(**) Chiffres provisoires.

(1) Y compris les besoins des centrales thermiques.

Sources : Ministère de l'énergie et des mines
Office national de l'électricité

7. - Evolution des indices de la production industrielle

(Base 100 en 1987)	Vpondération	1988	1989	1990	1990 — 1989 %
Ensemble des industries de transformation	1.000	108	110,2	119,5	8,5
(sauf bâtiment et travaux publics)					
. Industries alimentaires	101	105,1	104,1	106,2	2
. Autres produits					
. des industries alimentaires	110	109,5	113,1	126,7	12
. Boissons et tabacs	58	112,6	112,7	120,3	6,8
. Produits textiles et bonneterie	140	103,1	102,4	106,5	4
. Habillement à l'exclusion des chaussures ...	62	97,6	102,9	102,2	- 0,7
. Cuir, articles et chaussures en cuir	26	108,7	113,7	111,4	- 2,1
. Bois et articles en bois	17	108,2	110,9	110,1	- 0,8
. Papier et carton	52	108,9	111,3	122,4	10
. Transformation des minéraux des carrières .	91	114,2	130,1	153,2	17,7
. Produits de l'industrie métallique de base .	44	116,5	133,3	132,1	- 0,9
. Ouvrages en métaux	50	105,1	110,9	117,8	6,2
. Machines et matériel d'équipement	18	94,2	90,3	98,2	8,8
. Matériel de transport	38	107,6	118,7	128,4	8,2
. Matériel électrique et électronique	39	95,9	107,1	116,3	8,5
. Matériel de bureau, de mesure, optique, horlogerie	2	98	133,4	149,8	12,3
. Produits de la chimie et parachimie	127	116,2	100,7	121,9	21
. Articles en caoutchouc et plastique	24	108	108	116,6	7,9
. Autres industries manufacturières	1	101,8	156,8	140,5	-10,4

Source : Ministère du plan

8. - Evolution des entrées de touristes

	1988	1989	1990	Variations en
				pourcentage 1989 /
Tourisme de séjour	2.841.211	3.468.429	4.024.186	16
A. Touristes de nationalité étrangère	1.978.420	2.515.251	2.978.356	18,4
Europe	1.335.196	1.267.330	1.184.110	- 6,6
. Français	485.002	466.662	451.817	- 3,2
. Espagnols	329.531	292.849	210.802	-28
. Britanniques	108.791	93.598	89.467	- 4,4
. Allemands	168.254	159.823	161.186	0,9
. Autres	244.618	254.398	270.838	6,5
Pays arabes	492.561	1.065.216	1.605.501	50,7
. Maghreb	415.459	1.011.358	1.562.570	54,5
Pays d'Amérique	91.074	116.456	115.408	- 0,9
. Etats-Unis	66.564	84.560	83.816	- 0,9
Autres pays	59.589	66.249	73.337	10,7
B. Marocains résidant à l'étranger	862.791	953.178	1.045.830	9,7
Tourisme de croisière	77.592	97.406	113.585	16,6
Total	2.918.803	3.565.835	4.137.771	16

Source : Ministère du tourisme

9. - Equilibres extérieurs

9.1. - Balance du commerce extérieur

En milliers de tonnes et en millions de dirhams	1988		1989		1990*	
	Tonnage	Valeur	Tonnage	Valeur	Tonnage	Valeur
Importations C.A.F.	14.657	39.133	13.848	46.594	16.145	57.023
Exportations F.O.B.	21.254	29.751	18.135	28.271	18.924	34.858
Solde	+ 6.597	- 9.382	+ 4.287	-18.323	+ 2.779	-22.165
Couverture en %	-	76	-	60,7	-	61,1

(*) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes

9.2. - Balance des paiements avec l'étranger

En millions de dirhams	1989*			1990**		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
A. Biens et services	43.036,4	63.480,9	- 20.444,5	52.629	73.356	- 20.727
Marchandises FOB	28.120,7	42.368,5	- 14.247,8	34.704	51.775	- 17.071
Frais de transport et d'assurance sur expéditions internationales	1.641,1	4.220,2	- 2.579,1	1.826	5.166	- 3.340
Autres transports	431,5	646,9	- 215,4	491	824	- 333
Voyages	8.614,4	1.300,6	+ 7.313,8	10.548	1.539	+ 9.009
Revenus des investissements	271,4	10.112,5	- 9.841,1	682	8.668	- 7.986
Transactions gouvernementales	993,6	3.717,2	- 2.723,6	1.109	4.149	- 3.040
Autres services	2.963,7	1.115,0	+ 1.848,7	3.269	1.235	+ 2.034
B. Paiements de transferts	14.169,3	565,3	+ 13.604,0	19.645	520	+ 19.125
Privés	12.566,7	166,8	+ 12.399,9	17.864	176	+ 17.688
Publics	1.602,6	398,5	+ 1.204,1	1.781	344	+ 1.437
Compte courant (A + B)	57.205,7	64.046,2	- 6.840,5	72.274	73.876	- 1.602
C. Capitaux non monétaires	14.104,0	6.637,0	+ 7.467,0	23.382	6.968	+ 16.414
Privés	4.130,8	604,5	+ 3.526,3	4.939	645	+ 4.294
Publics	9.973,2	6.032,5	+ 3.940,7	18.443	6.323	+ 12.120
D. Facilités du FMI	1.508,0	2.095,4	- 587,4	554	1.842	- 1.288
Total	72.817,7	72.778,6	+ 39,1	96.210	82.686	+ 13.524

(*) Chiffres rectifiés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes

10. - Finances publiques

10-1. - Recettes et dépenses budgétaires (en millions de dirhams)

	1989	1990	Variation en %
A - Dépenses réalisées	41 034	42 618	2,2
• Budget général	41 034	41 978	2,3
Dont :			
- Budget de fonctionnement	28 959	29 975	3,5
Dont :			
Personnel	20 399	21 712	6,4
Matériel	6 096	6 183	1,4
Divers	2 464	2 080	-15,6
- Budget d'équipement	12 075	12 003	-0,6
- Dette publique	12 461	11 982	-3,8
• Budgets annexes	650	640	-1,5
Dont :			
Fonctionnement	336	338	18,5
Investissement	314	242	-22,9
B - Recettes réalisées	49 795	54 603	9,7
• Budget général	49 408	54 133	9,6
Dont :			
Impôts directs et taxes assimilées	10 374	13 880	33,8
Droits de douane	9 025	10 385	15,1
Impôts indirects	14 909	17 262	15,8
Enregistrement et timbre	2 019	2 459	21,8
Produits et revenus du domaine	103	140	35,9
Monopoles et exploitations	1 347	1 575	16,9
Produits divers	1 903	1 630	-14,3
Recettes en atténuation de dépenses	5	7	40,0
Recettes exceptionnelles et recettes d'emprunt	9 713	6 566	-32,4
Fonds de concours et recettes assimilées	6	228	3 700,0
Recettes d'ordre	4	1	-75,0
• Budgets annexes	387	470	21,4

Source : Trésorerie Générale

10.2 - Evolution des ressources et des charges du Trésor

En millions de dirhams	Situation à fin 1989*	Situation à fin 1990**
I. Ressources ordinaires	43.825	52.481
Impôts directs	10.375	11.789
Droits de douane	8.496	9.993
Impôts indirects	14.424	16.708
Enregistrement et timbre	2.018	2.478
Monopoles et exploitations	1.346	1574
Domaines	103	137
Autres recettes	1.918	2.064
Contributions O.C.P.	-	600
Produits pétroliers	5.145	5.060
Contribution libératoire	-	2.078
II. Charges	54.299	55.339
Dépenses ordinaires	39.977	40.218
Intérêts de la dette publique	10.929	10.475
. intérieure	(4.454)	(5.155)
. extérieure (après rééchelonnement)	(6.475)	(5.320)
Fonctionnement	27.352	28.722
Subventions des prix à la consommation	1.696	1.021
Solde ordinaire	- 3.848	+ 12.263
Dépenses d'investissement	14.322	15.121
Déficit budgétaire	- 10.474	- 2.858
III. Variation des arriérés	+ 1.982	- 2.534
Besoin de financement (I-II + III)	- 8.492	- 5.392
Financement net	8.492	5.392
Financement extérieur	2.454	5.710
Dons	-	4.845
Emprunts extérieurs nets (après rééchelonnement) ..	2.454	865
F.M.I.	- 594	- 1.287
Financement intérieur	6.632	969
Emprunts intérieurs	955	2.598
Financement monétaire	5.677	- 1.629
Dont : (Bank Al-Maghrib)	(605)	(453)
(Banques)	(4.264)	(- 2.436)
(Dépôts au Trésor et au C.C.P)	(808)	(354)

(*) Chiffres rectifiés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère des finances
Division du Trésor

10.3 – Prévisions de dépenses du budget général

En millions de dirhams	Loi de finances 1989	Loi de finances 1990*
Dépenses de fonctionnement	28.830	30.347
Pouvoirs publics	251	278
Personnel des ministères	18.866	21.873
Matériel des ministères	5.764	5.868
Charges communes	2.699	2.078
Dépenses imprévues et dotations provisionnelles	1.250	250
Dépenses de la dette	19.946	22.433
Dépenses d'investissement	13.932	12.675
Budget général	62.708	65.455

(*) Loi de Finances rectificative

Source : Ministère des finances
Division du budget

10.4 – Prévisions de recettes du budget général

En millions de dirhams	Loi de finances 1989	Loi de finances 1990*
Impôts directs	11.005	13.840
Droits de douane	8.170	9.792
Impôts indirects	16.383	17.855
Enregistrement et timbre	1.930	2.130
Domaines	100	200
Monopoles et exploitations	980	1.866
Produits divers	1.861	2.121
Recettes en atténuation de dépenses ...	19	13
Recettes exceptionnelles	—	—
Recettes d'emprunt	17.830	18.350
Fonds de concours	—	—
Recettes d'ordre	50	50
Total	58.328	66.217

(*) Loi de Finances rectificative

Source : Ministère des finances
Division du budget

11. - Population - Emploi

Population du Maroc selon le sexe et les groupes d'âge

ANNÉE 1990 (PROJECTIONS AU 01-07-90)

Groupe d'âge	Hommes	Femmes	(en milliers)
			Total
0-4	1 951	1 886	3 837
5-9	1 709	1 659	3 368
10-14	1 500	1 454	2 954
15-19	1 400	1 340	2 740
20-24	1 207	1 184	2 391
25-29	1 034	1 056	2 090
30-34	883	878	1 761
35-39	669	667	1 336
40-44	473	504	977
45-49	379	442	821
50-54	354	409	763
55-59	314	341	655
60-64	256	267	523
65-69	198	192	390
70-74	144	136	280
75 ans et plus	168	154	322
Total	12 639	12 569	25 208

Source : Direction de la Statistique

Taux d'activité de la population urbaine selon le sexe et l'âge

ANNÉE 1989

	Les deux sexes	Masculin	(en %)
			Féminin
15 à 19 ans	26,1	36,6	16,2
20 à 24 ans	46,6	64,7	30,5
25 à 29 ans	62,3	88,3	37,3
30 à 34 ans	66,4	96,5	34,5
35 à 39 ans	64,2	97,7	27,6
40 à 44 ans	62,0	97,6	24,8
45 à 49 ans	55,5	96,0	19,0
50 à 54 ans	51,2	91,4	16,4
55 à 59 ans	47,3	81,1	15,2
60 ans et plus	23,2	38,1	8,9
Total	49,6	74,9	25,2

Taux de chômage de la population urbaine selon le sexe et l'âge

ANNÉE 1989

	Les deux sexes	Masculin	(en %)
			Féminin
15 à 24 ans	31,1	30,9	31,6
25 à 34 ans	17,7	16,3	21,3
35 à 44 ans	5,7	5,2	7,7
45 à 59 ans	4,8	4,1	7,7
60 ans et plus	4,2	3,2	8,4
Total	15,8	14,2	20,4

Source : Direction de la Statistique

12. - Evolution du système éducatif

Effectifs scolaires et universitaires selon le niveau d'enseignement

	1989-90	1990-91	Variation en %
Enseignement fondamental	3 227 528	3 302 452	2,3
1 ^{er} cycle	2 163 185	2 483 691	14,8
- Public	2 085 105	2 394 615	14,8
- Privé	78 080	89 076	14,1
2 ^e cycle	1 064 343	818 761	-23,0
- Public	1 042 152	805 868	-22,7
- Privé	22 191	12 893	-41,9
Secondaire	322 873	341 642	5,8
- Public	294 847	315 325	6,9
- Privé	28 026	26 317	-6,1
Universitaire (1)	183 040	190 617	4,1
Université Mohammed V	27 643	28 689	3,8
Université Hassan II	34 371	34 660	0,8
Université Mohammed Ben Abdallah	23 087	24 583	6,5
Université Qaraouiyine	7 002	7 128	1,8
Université Mohammed 1 ^{er}	16 889	17 668	4,6
Université Cadi Ayyad	28 823	30 537	5,9
Université Ibn Toufail	7 501	8 646	15,3
Université Abdelmalek Essaâdi	7 996	7 785	-2,6
Université Moulay Ismail	11 206	11 440	2,2
Université Ibn Zohr	8 895	9 724	9,3
Université Chouaib Doukkali	9 627	9 748	1,3

(1) Le 1^{er} et le 2^e cycle seulement.

N.B. : A partir de 1990-91, le système éducatif marocain a subi une nouvelle réforme. Au premier cycle de l'enseignement fondamental correspond, dans l'ancien système, le niveau de l'enseignement primaire et la 1^{re} année du 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire. Au deuxième cycle de l'enseignement fondamental correspond les 2^e, 3^e et 4^e années du 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire.

Source : Ministère de l'Education Nationale.